

N° 799 — 4 F
DU 19 OCT. AU 25 OCT. 78

NOUVELLE ÉDITION

HEBDOMADAIRE
DU PARTI
SOCIALISTE
UNIFIÉ

PSU

tribune socialiste

Chômage :
plus 11 %



Professeurs et lycéens dans la rue
**LES « BAVURES »
DE LA RENTRÉE**

UN ARABE ET UN PAQUET DE GAULOISES

● Le projet giscardien d'Espace judiciaire européen sera une réalité d'ici à six mois. Alain Peyrefitte vient d'en faire admettre le principe par ses collègues de la Communauté des Neuf. Les polices de toute l'Europe travailleront la main dans la main. Ce qu'elles font d'ailleurs déjà pratiquement. Désormais, ce sera parfaitement légal. Nuance !



● Pour un peu, Pierre Bas nous deviendrait sympathique. Ce vieux rentier du Parlement, R.P.R. endurci et abolitionniste non moins convaincu vient de trouver une astuce de procédure pour supprimer la peine de mort en coupant les vivres du bourreau. L'entretien de celui-ci et de sa machine à couper coûte 185 000 F par an aux contribuables. Pas moins. Il suffirait que le Parlement refuse de voter ce crédit au poste « dépense de fonctionnement » du ministère de la Justice, pour que la guillotine devienne un objet de musée.

Heureusement que veille Peyrefitte dont l'hostilité à la peine capitale est avérée. Les pressions qu'il exerce sur ses troupes permettront probablement d'enrayer la fronde. Pour le plus grand bien de la sécurité, cela va sans dire.

● Un Arabe pour le prix d'un paquet de gauloises. C'est ce que viennent de s'offrir trois petits salopards qui, quatre heures durant, se sont acharnés sur Ali Adjou. Il a eu droit aux morsures d'un chien avant d'être roué de coups puis supplicié dans une baignoire, puis encore saigné comme un cochon puis enfin utilisé comme totem avant d'être abandonné dans un terrain vague. Les trois sont en prison, l'un avec une balle dans la cuisse, qu'il s'est tirée par mégarde tant son plaisir devait être intense. Ali Adjou est entre la vie et la mort. Il est parfois difficile de militer contre la peine de mort.

DES AVIONS FRANÇAIS POUR VIDELA

La France recueille systématiquement les fruits des embargos internationaux... Quand la Grande-Bretagne impose un embargo à l'Afrique du Sud en 1964, la France devient le principal fournisseur de ce pays. Quand les Etats-Unis décrètent un embargo à l'encontre de l'Inde et du Pakistan en 1965, la France vend des Mirages et des sous-marins au Pakistan. De même pour la Grèce, sanctionnée par les Etats-Unis, et pour le Portugal (en 1963, à la suite de l'embargo décrété par le Conseil de Sécurité, la France livre des armes anti-guerilla pour les colonies africaines).

Aujourd'hui, les Etats-Unis appliquent à l'Argentine l'amendement Humphrey-Kennedy à la loi d'Aide Extérieure (Foreign Assistance Act) ; ce qui interrompt toutes livraisons de matériels militaires à partir du 1^{er} octobre 1978... Mais la France vient de donner son accord pour la livraison de deux avions construits à Lorient.

Une telle livraison n'est pas une simple affaire commerciale, mais une faille inadmissible dans la pression internationale qui s'exerce sur la junte argentine. Cette pression a, entre autres, pour objectif que les militaires argentins autorisent la venue de la mission d'enquête de la Commission des droits humains de l'O.E.A. qui attend depuis juin.

Par ailleurs, certains éléments troublants laissent craindre que l'Argentine ne soit qu'un relais de la France pour détourner l'embargo envers l'Afrique du Sud :

- les inscriptions en Afrikaan sur les avisos n'ont pas été retirées,

- il n'y a pas eu formation d'équipages argentins pour la conduite d'engins aussi sophistiqués. C'est un équipage français qui doit les conduire jusqu'à Buenos Aires.

Le choix des partenaires du gouvernement français au niveau international apparaît clairement : on retrouve tous les pays « qui se veulent des bastions contre l'infiltration communiste dans l'Atlantique Sud ». Le service rendu ainsi à l'Afrique du Sud par la junte argentine ferait alors partie « des conditions attractives et des preuves de bonne volonté fournies par Videla pour attirer des contingents d'immigrants sud-africains de souche européenne et faire en sorte que l'Argentine reste un des trois pays les plus BLANCS du monde », selon la déclaration du Ministre argentin Harguindeguy.

Aucun alibi, comme celui de la défense de l'emploi, ne peut justifier la démission face à cette collaboration directe avec les régimes argentin ou sud-africain.

La leçon des liftiers de l'hôtel Meurice ne doit pas rester sans lendemain. Après les avisos, deux sous-marins construits au Chantier Dubigeon, à Nantes, risquent de prendre la mer pour l'Argentine.

C.O.B.A. (Collectif de Boycott de la Dictature Argentine), 14 rue de Nanteuil, 75015 Paris (tél. 531-43-38).

PRECISION

Une erreur matérielle nous a fait dire, dans le dernier numéro de T.S. (p. 1, « Insoumission : les otages ») que le maximum de la peine encourue pour in-

soumission était d'un mois. Il s'agit, bien entendu, d'un an.

De plus la justice militaire se permet de condamner des insoumis deux fois pour le même délit : insoumission, d'abord ; refus d'obéissance, ensuite. Une circulaire ministérielle fixe même à deux ans le tribut à payer.



NOUS ET « LE MATIN »

Tribune Socialiste a exposé au grand jour, sans bluffer, les problèmes financiers actuels du P.S.U. (n° 798). Le Matin transforme ces problèmes en « crise politique » (cf. : « crise politique et crise financière au P.S.U. », Le Matin, 16-10-78, p. 2). Voilà qui ne repose sur aucune réalité et mérite qu'on s'interroge sur les intentions de ce quotidien à l'égard du P.S.U. Il faut d'ailleurs distinguer l'article d'une part, le titre et le « chapeau » d'autre part.

Ainsi on lit dans le « chapeau » que le P.S.U. « souffre d'une hémorragie de ses effectifs militants ». L'article, lui, se termine en disant qu'il n'y a pas de véritable mouvement de désaffection militante au P.S.U. Hémorragie ? C'est totalement faux et tout à fait contraire au sens de l'article publié dans T.S. qui comptait d'abord sur les militants du P.S.U. pour redresser la situation financière. Le Matin parle-t-il d'une « hémorragie » de militants à la fédération de Paris du P.S. qui connaît, comme nous et toute la gauche, des difficultés financières qui résultent des élections ? Que se passe-t-il au P.S.U. ? Tout simplement, sections et fédérations ont parfois tendance à ne pas faire « remonter » les cotisations effectivement payées par les adhérents au niveau national pour payer leurs dettes électorales locales. Ce réflexe bien compréhensible est dommageable. D'où l'article de T.S. Rien de moins, rien de plus.

L'article reconnaît que l'immense majorité des militants a clairement réaffirmé la nécessité du P.S.U., lors de la récente conférence nationale. Faut-il parler de « malaise » lorsque les militants cherchent à mieux définir les moyens de développer un parti politique autogestionnaire et de rassembler le courant autogestionnaire en favorisant la confrontation des différentes pratiques ? Curieuse conception du parti. Réfléchir, poser des questions ne signifie pas vivre un « malaise » ; si non ce serait diablement inquiétant pour l'avenir du mouvement ouvrier. En tout cas, nous, au P.S.U., nous voulons construire une « gauche différente » : ce genre d'interrogation fait corps avec notre perspective politique ; c'est notre façon de respirer et de progresser (1). Ce n'est pas l'apanage des directions ; c'est l'affaire de tous : des Parisiens, des Alsaciens, des Bretons, des camarades de Haute-Garonne comme de ceux de la banlieue parisienne, du Nord, du Pas-de-Calais et du secteur entreprise.

Pour le reste, il est exact que quelques camarades nous ont quitté en Gironde. Est-il raisonnable d'évoquer aujourd'hui ce fait qui date des municipales ? Oui, un (sur 500) élu municipal P.S.U. est passé à la L.C.R. Tout cela est maigre et sans grand intérêt...

L'appel du P.S.U. publié dans T.S. avait pour objectif d'inciter à la solidarité contre « la censure de l'argent » qui annonce des jours plus sombres. Certains l'ont très bien compris (cf. Le Monde, 17-10-78, p. 9). Le Matin semble moins s'en soucier...

Jean-Marie DEMALDENT,
Directeur politique de T.S.

(1) En 1974, à son congrès d'Amiens, le PSU a inscrit dans ses statuts la volonté d'adapter de façon permanente ses structures et moyens d'action à son objectif autogestionnaire.

calendrier politique

● **Dimanche 22 octobre (Lunel) :** L'association régionale de la fédération des élus autogestionnaires (GASAL), née le 17 octobre 77 va fêter son premier anniversaire. Une fête où il sera beaucoup question de travailler : les travaux débiteront à 9 heures, à la salle Castel. Ils seront axés sur le Plan d'occupation des sols, les expériences et tentatives, questions, réponses, tous les domaines du P.S.O. seront passés au crible. La garderie, animation des enfants sera assurée.

● **Vendredi 27 octobre (Romans) :** Toujours dans le cadre des sept soirées pour la paix, le M.D.P.L. (Mouvement pour le désarmement, la paix, la liberté propose à la M.J.C. R. Martin un montage audiovisuel sur la force de frappe. Interventions prévues de nombreux représentants des partis politiques (P.S.U., P.S., P.C., P.R., R.P.R.). A 20 h 30 précises.

● **Samedi 28 octobre (Larzac) :** une journée d'action organisée par le P.S.U.-Corrèze. Tous les partis et organisations syndicales sont invités à venir témoigner leur soutien aux paysans du Larzac. Pour le lieu, on n'en sait pas plus que vous. En tout cas pour tout soutien financier : APAL - ferme de l'Hôpital, 12100 Millau.

● **Le C.S.O.C., mais qu'est-ce ?** Le comité de soutien aux objecteurs. Il organise des réunions ouvertes tous

les premiers jeudis du mois au Centre associatif de l'Agora, 91000 à Evry et ce à 20 h 45. D'autre part, une permanence fonctionne tous les samedis de 15 à 18 heures. Ils vous attendent.

CENTRE POPULAIRE DE FORMATION SOCIALISTE

● **Vendredi 20 octobre (cycle historique), à 19 heures : « Proudhon et Marx »** par Jean Bruhat.

● **Mardi 24 octobre (cycle théorique), à 19 heures : « Marxisme et féminisme »** par Geneviève Petiot. Les séances ont lieu au CREFA, 78, A, rue de Sèvres, Salle Défense.

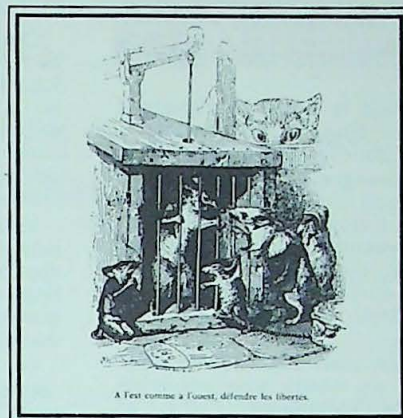
INSCRIVEZ-VOUS !

Inscriptions : CPFS, 9, rue Borromée, 75015 Paris, ou sur place au moment des séances : CREFA, 78 A, rue de Sèvres, 75007 Paris.

1 cycle : 70 F - 2 cycles : 120 F. Règlement à l'ordre du CPFS, CCP 15 307 39 C, Paris.

P.S. : des affichettes sont disponibles.

En janvier, fais ce qu'il te plaît*, mais, dès aujourd'hui, achète le calendrier 1979 de l'autogestion. *Y'a plus de saisons ! !



A l'est comme à l'ouest, défendre les libertés.

JANVIER

LUN	1	8	15	22	29
MAR	2	9	16	23	30
MER	3	10	17	24	31
JEU	4	11	18	25	
VEN	5	12	19	26	
SAM	6	13	20	27	
DIM	7	14	21	28	

Réclamez-le aux militants du PSU ou commandez-le à PSU-calendrier, 9, rue Borromée, 75015 Paris, en joignant 12 F (frais d'envoi compris).

humeur

Anticommunisme primaire

VENDREDI soir, devant l'hôtel Rossia qui brillait de ses quelque 4 000 fenêtres à deux pas de la place Rouge, une amie soviétique m'a raconté la dernière histoire qu'on chuchote à Moscou.

Un jour, un Russe qui a lu la nouvelle constitution, s'en va au ministère des Affaires étrangères pour faire une demande de passeport et de visa. Assis devant le fonctionnaire idoine, il précise les raisons de sa requête : « J'ai un ami américain qui est aveugle et je voudrais aller l'aider à traverser la rue. »

Impassible, le fonctionnaire note et le prie de revenir dans quinze jours.

Le délai passé, le Russe est là, attendant le verdict. Le fonctionnaire le regarde longuement, sourit, et dit : « Nous avons bien réfléchi à votre problème et nous avons trouvé une solution : faites venir votre ami en Union soviétique, nous faciliterons son voyage. »

Etonnement du Russe candidat au voyage : « Mais, excusez-moi, vous n'avez rien compris, vraiment rien ! »

Comment cela, s'étonne le fonctionnaire interloqué...

C'est que, explique le Russe, mon ami n'est pas fou, il est simplement aveugle...

Toute le monde, me dirait maintenant mon ami soviétique, ne peut pas se faire Pape pour avoir un visa de sortie...

A Moscou, toujours, j'avais un ami, Boris. Je l'ai retrouvé un peu changé : il en est à sa troisième année de séminaire, il sera bientôt pope. Avec une belle maison, un des meilleurs salaires du pays et des belles icônes accrochées au mur. Comme cela il n'aura plus jamais d'emmerdements et pourra prendre sa dose d'opium du peuple tous les jours. C'est toujours mon ami, Boris. Ce n'est pas de sa faute, après tout, si le séminaire de Zagorsk était la seule porte de sortie qui lui restait ouverte.

Bof ! L'essentiel, me disait un membre du Comité central, c'est que dans nos magasins la pénurie ait disparue et que dans nos rues se forment des embouteillages. Exact...

Ouais. Mais, comme disait aussi, dans une autre de ces histoires, sa mère à Brejnev qui lui faisait visiter toutes ses propriétés et appartements et admirer ses grosses voitures : « Léonid, c'est bien joli tout cela, mais si les Rouges revenaient ? »

C.-M. VADROT ■

GREVE DE QUATRE JOURS DANS LES P.T.T.

Depuis le début de l'année il y a eu plus de 500 grèves locales dans les P.T.T.

Le manque de personnel était la raison principale de ces actions, l'administration des P.T.T. se contentant de parer au plus pressé en retirant des travailleurs d'un centre pour les affecter dans celui qui était en grève...

Il n'y avait plus qu'une solution : s'y mettre tous ensemble et les fédérations C.G.T. et C.F.D.T. des P.T.T. s'y préparaient, semble-t-il depuis quelques temps.

La semaine du 23 au 27 sera bien remplie avec grève des chèques postaux le 24, des centres de tri le 25, des télécommunications le 26, des bureaux de postes et des préposés le 27.

En somme, une grève générale étalée sur au moins quatre jours, alors que F.O. saute dans le train en marche pour demander une grève pour le 25 seulement.

Près de 450 000 travailleurs sont appelés à l'action. Même si Barre est sourd, il faudra bien qu'il entende.

UGINE-KULHMANN INTOXIQUE

Fuite d'acroléine, jeudi dernier, à l'usine P.U.K. (Produits chimiques d'Ugine Kulhmann) de Pierre-Bénite, près de Lyon. Quarante personnes intoxiquées : troubles respiratoires, nausées, saignements de nez... La direction, comme à chaque accident, multiplie les communiqués rassurants ; les syndicats réclament

des mesures de sécurité plus efficaces.

Qu'est-ce donc que l'acroléine ? C'est un liquide volatil suffocant obtenu par déshydratation de la glycérine. Ce poison est utilisé pour accélérer la croissance des poulets par fixation de l'oxygène de l'eau et des protéines dans leurs corps.

Voilà, vous savez tout... Sauf, peut-être, si ce genre de production très nocive et ce « gonflage » artificiel des poulets sont absolument nécessaires ! On en doute sérieusement.

La population environnante commence à ne pas aimer du tout. Le maire socialiste d'Oullins, la ville du site, demande au préfet « l'arrêt immédiat de la production d'acroléine dans les conditions actuelles ». C'est un petit début.

Mardi dernier, plus d'un millier de personnes, répondant à l'appel de la C.G.T., de la C.F.D.T., du S.N.I., du P.S., du P.S.U. et du P.C., ont défilé dans les rues de la localité avant qu'une délégation soit reçue par la direction de l'usine qui a précisé que la production d'acroléine était arrêtée jusqu'à ce que la sécurité soit satisfaisante. La direction s'est engagée en outre à prendre en charge les frais médicaux causés par la fuite, mais s'est refusée par contre à prendre en charge le contrôle médical systématique des personnes vivant à proximité de l'usine.

S.F.P. : LE P.D.G. LAISSE SES ADMINISTRISTRES DANS LA MERDE

Après une dizaine de jours de tractations, de tensions, de dérobades diverses et de valse-

hésitations entre Jean-Charles Edeline, président-directeur général de la Société française de production (S.F.P.) et le ministre de tutelle Lecat, le P.D.G. s'est fait porter pâle. Et ce n'est pas une maladie diplomatique : Edeline soigne, et pour longtemps paraît-il, une profonde déprime. Ce qui permet une élimination en douceur au moment où les menaces s'amoncellent sur la tête des travailleurs de la Société française de production. Ils n'ont plus qu'à se démerder avec la situation incroyable créée par leur ex-patron mégalomane et amateur de cigares. Le « libéralisme créatif » s'écroule avec fracas et il ne reste plus au ministre qu'à présenter lui-même un plan aussi rigoureux qu'impopulaire, qu'il voulait faire endosser par le P.D.G. défaillant dont son successeur (officieux) dit qu'il a fait faillite.

Sentant et pressentant que « la température fraîchit », les travailleurs de la S.F.P. ont fait grève jeudi et vendredi, ce qui leur a permis, au cours d'une petite manifestation, de faire connaissance avec la trique policière. La grève n'est d'ailleurs que suspendue ; au sein du personnel, les partisans de la grève dure et longue continuent de s'opposer aux grèves par « catégorie de personnel ». Quoi qu'il en soit, signe des temps, l'assistance aux assemblées générales bat des records : mieux qu'en 1968, expliquent certains. Une ambiance à nous priver



de notre Guy Lux de Noël. Ces gens ne respectent rien !

REUNION EUROPEENNE

A l'invitation du P.S.U., les organisations signataires se sont réunies à Paris les 14 et 15 octobre 1978.

Elles ont fait le point de leurs convergences en ce qui concerne la lutte contre la C.E.E. et sur l'élection au suffrage universel d'un Parlement européen.

Elles ont abordé les questions concernant une concertation et une coordination possible de leurs actions.

Elles ont décidé de poursuivre les contacts jusqu'à la prochaine réunion qui se tiendra à Turin les 25 et 26 novembre 1978, afin de chercher à réaliser une campagne d'actions communes sur les thèmes suivants :

1 - Contre la restructuration capitaliste et la politique d'austérité et de chômage qu'elle implique.

2 - Pour la sauvegarde et les extensions des libertés politiques et syndicales.

3 - Pour la défense de l'équilibre naturel et contre le nucléaire.

4 - Contre l'impérialisme européen.

5 - Contre le renforcement des institutions européennes.

Pour le Socialisme (PLS) - Belgique ; Venstresocialistene (VLS) - Danemark ; Socialistik Folkeparti (SF) - Danemark ; Movimiento Comunista (MC) - Espagne ; Partido de Trabajo de Espana (PTE) - Espagne ; Parti Socialiste Unifié (PSU) - France ; Comité d'initiative pour une campagne européenne - France ; Parti Socialiste Pan-Hellénique (PASOK) - Grèce ; Democrazia Proletaria (DP) - Italie ; Parti Socialiste Pacifiste (PSP) - Pays-Bas ; Socialistsches Buro (SB) - RFA ; Kommunistischer Bund (KB) - RFA ; Grüne Liste Umweltschutz (GGLU) - RFA.

bulletin d'abonnement

Bulletin à retourner à Tribune socialiste, service abonnements, 9, rue Borromée, 75015 - Paris.

M. ☐ Mme ☐ Mlle ☐
NOM..... Prénom.....
Adresse.....
Profession.....
Code postal..... Ville.....

S'abonne pour 1 an ☐ 6 mois ☐ (1)
Ci-joint un versement par chèque bancaire ☐ postal ☐ (1)
à l'ordre de Tribune socialiste, CCP 5826-65 Paris.
Tarifs : 1 an : 150 F ; 6 mois : 80 F ; soutien : 200 F.

(1) Cocher la case correspondante.

Directeur politique : Jean-Marie Demaldent

Rédacteur en chef : José Sanchez

Rédacteurs en chef adjoints : Claude Deslhiat, René Lanarche

Où va la France ? : L. Goldberg, Y. Sparfel, Y. Craipeau, M. Etienne, V. Fay, G. Hercet, D. Lambert, V. Leduc, S. Lyllan, M. Mousel, J.-F. Thoraval, F. Turquan

● Et pourtant elle tourne : J. Jullien, Ph. Marielie, B. Ravenel

● Les Armes de la critique : G. Akoun, B. Blanc, F. Claire, E. Ertel, F. Gastellier, R. Lanarche, J.-F. Mathé, D. Nores, C.-M. Vadrot

Dessinateurs : Batellier, Cagnat, Desmoulin, Fénu, Mathé

Maquette et collaboration technique : Max Pagis

Secrétariat - Documentation : Marie-Françoise Chailleur

Directeur de la publication : Geneviève Petiot

Édité par la SARL « Société nouvelle de presse politique »

9, rue Borromée, 75015 Paris

Rédaction : 566-45-64 et 566-45-37 poste 37.

Administration et publicité : 566-45-37

Numéro de la commission paritaire : 37 392

Distribué par les N.M.P.P.

Composition, photogravure, impression : S.N.I.L., 3, rue de Nantes, 75019 Paris. Tél. 208-64-05

Changement d'adresse

Joindre la bande d'un des derniers envois et 3 F en timbres postes

● Editorial

L'Europe du chômage et du nucléaire
par **B. Ravenel** p. 5

● Où va la France ?

Assemblée nationale : les
prud'hommes au goût du jour
par **M. Sylvain** p. 6



Émoly : tout va bien Madame
la marquise
par **M. Anvers** p. 7

Ecole :
les bavures de la rentrée
par **J. Cévennes** p. 8

La vincennophobie d'Alice
par **C.-M. Vadrot** p. 9

Production laitière : éliminer
les canards boiteux
par **D. Rivière** p. 10

● Nucléaire

Une centrale nucléaire
dans l'Isère p. 11

● Forum de l'autogestion

Convergence de Poitiers : radios
libres, locales, municipales
par **S. Depaquit** p. 12

● Et pourtant elle tourne

Le shah intronisé.
par **A. Tlemcen** p. 13



● Les armes de la critique

Livres
Le génie de la parlotte
par **J.-F. Hérouard** p. 14

Musique
Allez les verts !
par **B. Blanc** p. 14

Théâtre
A la recherche du personnage
populaire (3)
Une parole à faire naître
par **D. Nores** p. 15
Notre menu
par **M. Martin** p. 15
Les enfants de la guerre p. 16

L'Europe du chômage et du nucléaire

Par Bernard RAVENEL



Si l'avenir de l'Europe du Marché commun peut apparaître incertain, on nous garantit l'expansion dans deux domaines au moins, pour les années qui viennent : ceux du chômage et du nucléaire.

Les statistiques officielles de la C.E.E. l'avouent : de 1974 à mars 1978, le chômage a *doublé* dans l'Europe des Neuf. Il atteint six millions de travailleurs — chiffre d'ailleurs largement sous-estimé en ce qui concerne les femmes, les jeunes, les travailleurs immigrés. Il est encore destiné à s'accroître jusqu'à dix millions au début des années 80.

Par ailleurs, au dernier sommet capitaliste réuni à Bonn en juillet 78, les pays de la C.E.E. se sont engagés auprès des Etats-Unis à accélérer considérablement la construction de centrales nucléaires.

Ainsi, l'Europe qui s'organise et se restructure aujourd'hui, sous l'impulsion des firmes multinationales, est celle du chômage et du nucléaire.

Face à cette situation, on peut estimer que le Marché commun, avec ses règles et ses normes fondées sur la libre circulation des capitaux et des marchandises, est un cadre satisfaisant — et même améliorable —, pour répondre au défi de la crise et du redéploiement. C'est, pour l'essentiel, la position de la social-démocratie européenne où le poids du S.P.D. allemand devient déterminant pour fixer l'orientation réelle de la politique de la majorité des partis socialistes.

On peut penser aussi qu'il est nécessaire et suffisant de mener une bataille « nationale » face à un adversaire de classe qui s'est donné une dimension et une stratégie internationales, C'est l'attitude de chaque P.C. des neuf pays de la C.E.E.

Ou bien, enfin, on estime que pour créer les conditions d'un nouveau modèle de croissance et de société, il faut remettre en cause la logique du Marché commun et dégager une orientation valable pour l'ensemble des travailleurs des différents pays d'Europe, y compris l'Espagne, le Portugal et la Grèce.

C'est le sens de la rencontre organisée par le P.S.U., ce dernier week-end à Paris, avec un certain nombre de forces significatives en Europe, anti-capitalistes et de tendance autogestionnaire. Quelle que soit la forme que revêtira notre présence au moment de l'élection du Parlement européen en juin 79, il importe de profiter de l'occasion pour faire avancer, chez les travailleurs, l'idée que lutter ensemble est possible. L'avenir lamentable que leur réserve la politique économique menée contre eux (de plus en plus coordonnée au niveau européen) impose cette lutte.

Aujourd'hui, deux types d'action commune nous paraissent possibles et nécessaires : d'abord pour les 35 heures sans réduction de salaire (pourquoi ne pas proposer de faire du premier mai 79 une journée internationale sur ce thème ?) ; ensuite, contre la folie nucléaire.

L'Europe de l'avenir ne peut être celle des fabricants de chômeurs et de centrales nucléaires. Elle ne peut donc être celle du Marché commun.

Assemblée nationale : Les prud'hommes au goût du jour

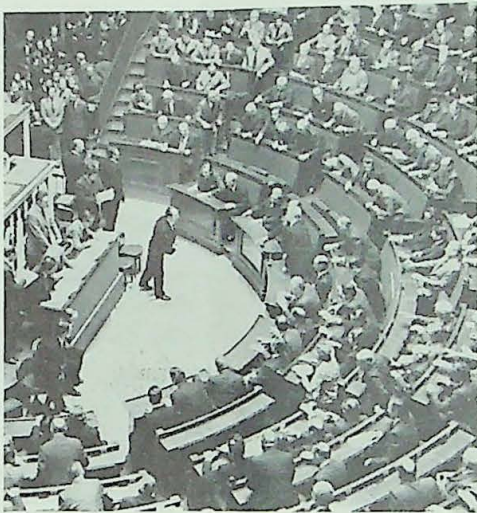
Une des dernières barrières contre l'arbitraire patronal risque de tomber.

Conquête de la classe ouvrière, les conseils de prud'hommes sont des tribunaux paritaires (employeurs - salariés) compétents pour juger des conflits individuels du travail. Mais leur fonctionnement actuel souffre de maux bien connus des travailleurs : compétence territoriale et professionnelle limitée qui aboutit à exclure une fraction importante des salariés de cette juridiction ; faible représentativité des juges élus par les salariés du fait des modalités d'élection (300 000 votants pour 5 millions d'électeurs potentiels en 1978) ; lenteur de la procédure (délais de jugement compris entre un et trois ans), encore accentuée par la grève du zèle que les secrétaires de prud'hommes mènent depuis plusieurs mois pour faire aboutir leurs revendications.

Des suggestions syndicales

Une réforme profonde de la prud'homie s'imposait donc ; réforme d'ailleurs réclamée depuis de nombreuses années par les syndicats. La C.G.T. et la C.F.D.T. ont même élaboré en 1970 des propositions communes : extension de la compétence des conseils de prud'hommes aux conflits collectifs du travail, en particulier à ceux touchant à l'exercice des droits syndicaux ; droit pour les syndiqués de se faire représenter par leur organisation ; fixation des élections un jour de semaine et non plus le dimanche ; élections à la proportionnelle sur des listes présentées par les organisations syndicales représentatives au plan national ; droit pour les conseils de prud'hommes de prononcer la réintégration en cas de licenciement abusif ; institution d'une procédure de référé (procédure d'urgence) ; appel des jugements devant des organes paritaires et non plus devant la Cour d'appel, etc.

Il va sans dire que le projet de loi que l'Assemblée nationale vient d'adopter en première lecture ne retient que fort peu ces suggestions. Même s'il contient incontestablement un certain nombre d'aspects positifs. C'est ainsi qu'il sera créé au moins un conseil de prud'homme auprès de



chaque tribunal de grande instance (soit 190 pour l'ensemble du territoire, au lieu de 88 actuellement), qui sera compétent pour tous les litiges individuels (y compris en cas de licenciement pour cause économique) ; et cela quelle que soit la profession du salarié. C'est ainsi également que tous les salariés seront inscrits automatiquement sur les listes électorales, que la formation des conseillers prud'hommes sera améliorée (une semaine par an), que les frais de fonctionnement des conseils de prud'hommes (à l'exclusion des locaux qui resteront fournis par les communes) seront mis à la charge de l'Etat, les secrétaires et secrétaires-adjoints devenant, de ce fait même, fonctionnaires de l'Etat.

La règle du plus fort

En revanche les principes traditionnels de la prud'homie se trouvent remis en cause par ce projet de loi, qui apparaît même comme une « machine de guerre » contre les syndicats. Qu'on en juge.

Le scrutin majoritaire actuel est certes remplacé par la proportionnelle ; mais la règle du plus fort demeure. Elle permettra la participation aux conseils de prud'hommes de syndicats peu représentatifs, voire complaisants envers le patronat. D'autant plus que la majorité a refusé de réserver aux

syndicats représentatifs au plan national la présentation des candidatures. C'est la porte ouverte, on le devine, à la C.F.T. et autres syndicats « autonomes » (1). Le vote se déroulera par correspondance, ce qui permettra, là encore, toutes les pressions patronales. Mieux encore, le collège des salariés sera scindé en deux : d'un côté les cadres — auxquels seront d'ailleurs assimilés les salariés possédant un diplôme, voire un simple « niveau » équivalent (2) —, de l'autre les ouvriers et employés. Le paritarisme, fondement des conseils de prud'hommes, se trouvera ainsi remis en cause : aux assemblées générales chargées d'élire le président et le vice-président du conseil, (lesquels désignent les rapporteurs et les experts), la moitié des voix appartenant aux employeurs risque d'être un peu plus lourde que l'autre moitié et donc d'aboutir à l'élection d'un représentant des salariés qui aura les faveurs du patronat.

Le particularisme des cadres

De ce fait, alors qu'actuellement, en règle générale, les conseils de prud'hommes condamnent les employeurs, qui vont en appel s'ils le jugent bon (70 à 80 % des jugements sont d'ailleurs confirmés en appel), on risque de voir le contraire se produire à l'avenir, ce qui allongera encore un peu plus les délais imposés aux salariés pour faire valoir leurs droits.

Pour faire bonne mesure et répondre aux vœux du C.N.P.F., l'Assemblée nationale a même décidé d'introduire le vote plural dans le collège des employeurs : les patrons disposeront de d'autant plus de voix (au maximum 100) que le nombre des travailleurs de l'entreprise sera élevé, ce qui bien sûr renforcera le poids du grand patronat au sein des conseils de prud'hommes.

Enfin, les jugements seront rendus au sein de sections (dont une particulière à l'encadrement), ceci afin d'accentuer le particularisme des cadres. Quant aux conflits collectifs du travail, ils ont bien sûr été écartés de la compétence des conseils de prud'hommes.

En dépit des quelques améliorations que l'on peut attendre de ce texte, on voit donc que les travailleurs ont surtout beaucoup à redouter de cette réforme. Une des dernières barrières juridiques contre l'arbitraire patronal vient d'être levée par l'Assemblée nationale.

Michel SYLVAIN

(1) C'est la première fois dans un texte législatif que la majorité ose remettre en cause la règle posée à la Libération.

(2) C'était une demande de la C.G.C. qui espère trouver dans cette réserve de nouveaux adhérents.

Joinville-le-Pont : Succès de la gauche

Tiens, la gauche l'a encore emporté dimanche dernier. A Joinville-le-Pont cette fois-ci, dans la banlieue parisienne. Sixième élection partielle, sixième victoire. De quoi réfléchir, non ? C'est en tout cas, en substance, la réflexion de Michel Mousel, secrétaire national du P.S.U., lors du meeting unitaire qui s'est tenu à la mairie de Joinville deux jours avant le premier tour de ces municipales partielles. « Pour-quoi ce qui est vrai pour les partielles ne l'a-t-il pas été lors de la consultation de mars 78 ? » La question valait bien d'être posée devant une salle archicomble qui était venue écouter la gauche réunie de nouveau pour la circonstance. Elle le fut, comme on voit. Et non seulement posée, mais aussi fortement applaudie. Un signe qui ne trompe pas. A l'applaudimètre, ce jeudi 12 octobre, tout le monde avait bien l'impression que les deux « grands » de la gauche, P.S. et P.C., étaient soumis, de la part de leur petit frère P.S.U., à des questions gênantes pour leur bonne conscience unitaire.

Charles Fiterman, le lieutenant fidèle de Georges Marchais, y est pourtant allé de son bon pas tranquille. Rien à dire. Fiterman aura évité ce soir-là d'être trop lourd, en dépit d'une orthodoxie évidemment parfaite. Circonstances obligent. Dans une réunion unitaire il convient de mettre la pédale douce.

Michel Rocard, en un sens, le lui a bien rendu qui n'a pas ménagé ses coups de

chapeau au « courage » et au « dévouement » des militants communistes. Toutes qualités que personne d'un peu honnête au demeurant ne saurait leur ôter. Après la brosse à reluire, les « vraies questions ». Du moins les « vraies questions » selon Rocard, qui ne sont ni toujours vraies, ni d'ailleurs toujours des questions, tant s'en faut. Michel Rocard, à en croire son entourage immédiat, souffrirait quelque peu de cette publicité tapageuse dont depuis quelques semaines les médias se font l'écho. Trop c'est trop, paraît-il. Le challenger de François Mitterrand souhaiterait qu'on l'oublie un peu afin de pouvoir, de lui-même, échapper à cette image déplorable de « technocrate », voire de « gestionnaire de la pénurie ».

Aussi avait-il fait de ce meeting de Joinville une sorte de véritable rentrée politique, plus discrète que l'autre. Le texte, soigneusement préparé, distribué préalablement à la presse, habile dans la forme, chaleureux dans ses accents, amical parfois dans ses digressions n'a pourtant pas répondu, semble-t-il, à l'attente d'un public plus soucieux de problèmes concrets (chômage, durée du travail, etc.) que de perspectives floues à l'horizon de rendez-vous avec une Histoire qui boude décidément les rendez-vous que la gauche lui donne.

Michel Mousel, qui précédait Rocard à la tribune, avait pris soin de « mettre les pieds dans le plat » et d'associer à l'analyse politique de l'échec de mars les perspectives de luttes. Et de faire des propositions. Celle d'un colloque par exemple auquel seraient associés non seulement les partis, mais également les syndicats et les associations. Sur précisément la durée du travail. Celle par exemple aussi de la lutte à entreprendre contre les licenciements et les conditions de travail. Toutes choses qui, de tout évidence, n'ont pas recueilli les suffrages du secrétaire national du P.S. ■

Emploi :

" Tout va très bien, Madame la marquise... "

Le chômage est lié à la récession. Il est dû, aussi, à la recherche d'une plus grande productivité. Un exemple : celui de l'industrie du téléphone.

Le jour même où les députés de la majorité allégeaient de quelque 30 milliards les dettes des maîtres de forge, sans exiger que soient réexaminés les 30 000 licenciements prévus dans la sidérurgie, on apprenait que 15 000 à 20 000 emplois allaient être également supprimés dans un secteur jugé jusqu'à présent créateur d'emplois : le téléphone.

« La commission (transports et télécommunications) a noté que le programme permettant d'atteindre, vers 1982, l'objectif d'une vingtaine de mil-

lions de lignes, permettrait de créer environ 90 000 emplois dans l'industrie des télécommunications et la sous-traitance spécialisée... ». Ces 90 000 emplois (dont 50 000 pour l'industrie du téléphone), la Commission du VII^e plan pourra toujours se lancer à leur recherche. Elle a, pour le moins, sous-estimé l'impact sur l'emploi de l'introduction de l'électronique dans l'industrie du téléphone et, en particulier, dans les domaines de la commutation et de la transmission, où près de 50 % des emplois d'usine vont être supprimés d'ici trois ans.

La crise a plusieurs visages. Et parallèlement au chômage lié directement à la récession apparaît un chômage de croissance, lié à la recherche de gains de productivité supérieurs, et dont seront victimes la quasi-totalité des secteurs, y compris ceux du tertiaire (banques, assurances...), comme nous l'a expliqué récemment le rapport Nora sur la télématique.

La société du briquet jetable débouche sur celle du travailleur jetable... Mais que faire de ces travailleurs devenus inutiles dans la poursuite de l'accumulation ? Les occuper au moindre coût ! c'est la réponse du pouvoir, dont le pacte national pour l'emploi constitue à cet égard la parfaite illustration.

Les occuper et tester leur capacité de riposte.

Et elle semble longue à se manifester, cette riposte. Chaque mois amène son petit record de chômage : 1 284 600 pour septembre, une hausse de 11 % par rapport à août. Et dans cette évolution impensable il y a quelques années, le seul élément qui semble constituer aux yeux du patronat et du gouvernement une nécessaire retenue est le coût de son financement qui pèse sur la rentabilité des entreprises.

A l'exception de ce petit nuage gris, le ciel est particulièrement dégagé pour le patronat, en cette rentrée d'automne. Le départ de Barre ? pourquoi ? Sa politique appliquée avec obstination depuis plus de deux ans enregistre les premiers signes tangibles de succès. Le partage profit-salaires qui jusqu'en 1976 avait très lentement évolué en faveur des travailleurs tourne depuis, et sous l'effet du plan Barre, à l'avantage des patrons avec l'alibi d'un investissement jugé plus que jamais nécessaire mais dont on ne voit encore aucune manifestation concrète.

La situation des entreprises non financières présente trois traits dominants, note le très officiel rapport économique et financier, annexé au projet de loi de finances pour 1979 : « Le ralentissement de la progression des salaires et des cotisations sociales permet un accroissement (+ 15,6 %) de l'excédent brut d'exploitation (profit brut) supérieur à celui de la valeur ajoutée (+ 13,7 %) — les salaires pour leur part ayant progressé de 11 % — ; l'allègement de la charge afférente aux impôts courants sur le revenu et le patrimoine permet une croissance du revenu brut des sociétés (profit net d'impôts) de 40 % ; dans ces conditions, la situation des entreprises non financières s'améliore considérablement. »

Inutile d'épiloguer : le coup de freinage sur les salaires s'est traduit par le regonflage des profits et l'abaissement relatif des coûts salariaux, ce que recherchait exactement le Premier ministre. Ces coûts salariaux par unité produite sont passés de l'indice 100 en 1975 à 94,0 en août 1978, selon une étude du F.M.I. Evolution « remarquable », car dans le même temps, le même indice se situe à 148,3 pour le Japon et 107,1 pour l'Allemagne fédérale.

Mais les sacrifices infligés aux travailleurs ne s'étant pas traduits en 1978 par un investissement supplémentaire, l'économie française dans son ensemble ne pourra en profiter. Seuls, les actionnaires en tireront des bénéfices d'autant plus substantiels, en raison des multiples avantages fiscaux institués en leur faveur, alors que les travailleurs supporteront, eux, de plein fouet l'augmentation de la pression fiscale.

Continuons : « Tout va très bien, Madame la marquise... »

Marc ANVERS ■

École : Les bavures de la rentrée.

Les profs défilent,
les élèves aussi, les parents
occupent.
Qui a dit que la rentrée
se ferait sans problèmes ?

Une rentrée ni meilleure, ni pire que les précédentes a déclaré en substance André Henry, secrétaire général de la Fédération de l'Education nationale, la toute puissante F.E.N. Et de se féliciter par ailleurs de la bonne volonté du ministre.

On comprend que Beullac se frotte les mains : les syndicats ont enterré la hache de guerre ; la réforme peut donc s'appliquer, le « redéploiement » s'accélérer.

Bref, une rentrée sans problème, grâce à la concertation. Ce ne sont pas les déclarations intempestives du S.G.E.N. - C.F.D.T. ou de la C.G.T. qui empêcheront de négocier en rond.



Effectivement, les premiers jours, le calme règne. Quelques grincements pourtant : les conseillers d'éducation, les surveillants, les « profs de gym » sont en grève. Mouvement d'humeur, isolé et sans suite ?

Pourtant, pas encore de gros titres, mais des « bavures » ici et là : parents occupant une école maternelle ou séquestrant un directeur, manifestations d'assistants du supérieur, agitation dans les écoles normales, grèves d'agents de service, occupation d'un lycée par des élèves et des enseignants... et toujours les professeurs d'éducation physique qui continuent leur action.

Quatre syndicats (S.N.E.S., S.N.E.T.P.-C.G.T., S.G.P.E.N.-C.G.T. et S.G.E.N.-C.F.D.T.) (1) appellent à des mouvements de grève. Dans la région parisienne, le 13 octobre, grève de l'ensemble des personnels enseignants et non-enseignants du second degré et des C.E.P., et manifestations. Le même jour, à l'appel du S.N.E.P.-S.N.E.E.P.S. et du S.G.E.N., grève nationale de l'éducation physique.

Deux manifestations imposantes auxquelles se sont joints les lycéens et les étudiants : près de 25 000 enseignants et non-enseignants, près de 10 000 jeunes... Pourquoi, dira-t-on, un mouvement d'une telle ampleur ?

Tous les personnels, tous les secteurs de l'Education nationale sont frappés par la politique d'austérité :

- manque de postes dans les écoles au moment où les normaliens sortants sont sans emploi et que l'on supprime 1 200 postes d'instits au concours d'entrée ;
- menace de supprimer 400 postes de profs d'écoles normales ;
- suppression de la garantie d'emploi pour les assistants du supérieur ;
- diminution du nombre de postes dans les C.E.S., lycées et C.E.T. ;
- capacités d'accueil amoindries dans les C.E.T. ;
- aucun poste de professeur d'E.P.S. créé cette année ;
- transferts autoritaires d'agents et d'administratifs, sans remplacement de ceux qui partent en retraite.

Cette politique a une double conséquence : d'une part, les problèmes d'emploi et de chômage touchent autant l'Education nationale que les autres secteurs d'activité. Près de 3 000 non titulaires se retrouvent aujourd'hui au chômage, des milliers d'autres sont employés en service partiel (traduisons : chômage partiel). Les perspectives sont pires pour l'an prochain (diminution générale des postes mis au concours) (2).

D'autre part, les conditions de travail sont aggravées : alourdissement des tâches (par exemple, un agent qui devait s'occuper de l'entretien d'un étage d'un lycée doit aujourd'hui en entretenir deux) ; allongement des horaires (par les heures supplémentaires imposées, par la multiplication des réunions, etc.) ; surcharge des effectifs, organisation inacceptable du travail.

En fait, Beullac, Soisson et Saunier-Séité utilisent la politique d'austérité pour organiser et accélérer la restructuration de l'appareil éducatif. La poursuite de la réforme Haby, la volonté de mettre en place le « collège unique » visent à rationaliser la sélection et à adopter le système éducatif aux besoins du patronat en main-d'œuvre (voir les mesures décrétées soi-disant pour l'emploi des jeunes et qui mettent directement la formation sous le contrôle patronal).

Sous prétexte de redéploiement, on assiste à la mise en œuvre concertée d'un plan de démantèlement du service public comparable aux attaques vis-à-vis des autres services publics.

Les personnels réagissent, c'est légitime.

Mais ne faut-il pas s'interroger sur les perspectives des mouvements en cours ?

Le S.N.E.S. et les autres syndicats à direction Unité et Action dans la F.E.N. sont frappés de plein fouet par la politique Beullac. Ils paraissent cependant en panne de stratégie se contentant de faire monter le mécontentement et d'essayer de peser sur les débats internes à la F.E.N.

La C.G.T., implantée dans les C.E.P. et chez les agents, cherche à mobiliser face à la F.E.N., mais en s'orientant vers une grève de 24 heures au moment du vote de budget.

La F.E.N. (et le S.N.I.) sont surtout attachés à minimiser, voire freiner les actions pour négocier raisonnablement avec les ministères (voir la récente déclaration de Soisson prêt à négocier avec la F.E.N. mais pas avec les syndicats de l'éducation physique).

Le S.G.E.N.-C.F.D.T. pour sa part, sans illusion sur la volonté de négociation du pouvoir, cherche surtout à créer un rapport de forces capable de faire céder le ministère.

Ces diverses stratégies comportent deux risques :

- D'un côté celui de conduire à l'émiettement catégoriel, à la crispation corporative : des luttes dures, certes, mais isolées et ne débouchant sur aucun résultat concret. C'est le risque que courent les enseignants d'E.P.S. si leur action n'est pas relayée par d'autres, s'ils ne s'intègrent pas dans un mouvement plus large (3).
- De l'autre celui d'entraîner une division facilitant la tâche du pouvoir : négocier avec les uns pour isoler les autres. Par exemple, donner satisfaction au S.N.I. et isoler les professeurs d'école normale...

La mise en place du collège unique Haby n'est-elle pas convergente avec les orientations principales de ce que le S.N.I. appelle « l'école fondamentale » ?

De telles divergences stratégiques conduisent à s'interroger sur les perspectives qui s'offrent au « ras-le-bol » des personnels de l'Education nationale. Tout faire pour assurer la convergence dans l'action des diverses catégories de personnels avec les jeunes et les travailleurs parents d'élèves est évidemment la seule chance d'assurer quelques chances de succès aux luttes engagées.

Mais d'ores et déjà, une course de vitesse est engagée. Ou bien les personnels de l'Education nationale ne se battent que pour conserver des acquis et ils s'enferment dans des luttes catégorielles et corporatives aboutissant à l'isolement ; ou bien, en s'appuyant sur la défense de l'emploi, ils trouvent les revendications capables d'unifier les diverses actions et les moyens de transformer l'école d'aujourd'hui (luttes anti-hiérarchiques contre l'inspection, la notation, l'autoritarisme dans l'école) en convergence avec les jeunes et les travailleurs (modification des contenus et des objectifs de l'école, droits nouveaux, etc.).

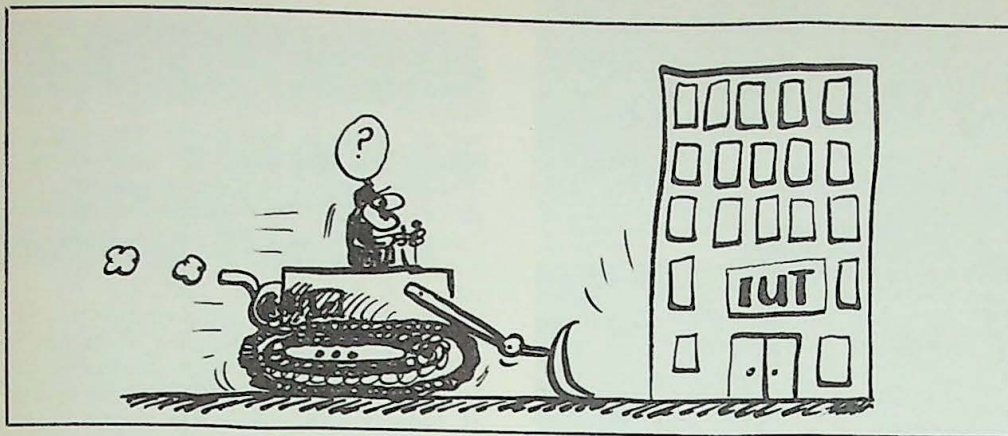
L'enjeu, on le voit, est de taille. Défendre l'emploi et affronter les problèmes posés par l'école aujourd'hui (ennui, ras-le-bol, absence de débouchés) ne sont pas contradictoires. C'est le seul moyen pour que les luttes actuelles se développent, soient comprises par les travailleurs, créent le rapport des forces indispensables pour la transformation de l'école et imposent des reculs au pouvoir.

Jean CEVENNES ■

(1) S.N.E.T.P. : syndicat C.G.T. des lycées d'enseignement professionnel (ex-C.E.T.) ; S.G.P.E.N. : syndicat des agents C.G.T.

(2) Voir T.S. n° 797.

(3) L'argument de la baisse démographique ne tient pas. Nous y reviendrons prochainement.



La vincennophobie d'Alice

Le ministre des universités cherche à détruire Vincennes. Mais le pouvoir hésite. La bataille n'est peut-être pas perdue.

« On en a bavé, mais on a l'impression de ne pas avoir perdu notre temps, même si les résultats ne sont pas à la hauteur de nos espérances... » Tel pourrait être le résumé lapidaire de la conférence de presse tenue l'autre vendredi par les quatre ex-présidents de Paris VIII-Vincennes et celui qui leur a succédé, Pierre Merlin.

Notamment, Claude Frioux, ancien président communiste, et Pierre Merlin, le Président P.S. actuel, ont expliqué à quel point le pouvoir a poursuivi Vincennes de sa vindicte dès qu'il s'est rendu compte que l'expérience pourrait être un succès et qu'en dépit des insuffisances de crédit et de l'irresponsabilité de certains, « il s'y passait trop de choses différentes »... Analyse gouvernementale qui devait amener Alice Saunier-Seïté à dire une conversation privée : « On ne vous écrasera pas totalement parce que ce n'est pas possible. Mais que vous débordiez à l'extérieur, que vos méthodes, vos idées, ou vos expériences sortent de Vincennes : ça, jamais ! »

Des résultats fragiles

Merlin et Frioux ont également expliqué comment toutes les nouvelles filières, comment toutes les idées ont été étranglées. Au point d'accepter la création d'un département cinéma, mais en lui donnant exactement les mêmes crédits qu'un département n'ayant besoin que de papier et de photocopies !

Ni l'un ni l'autre des deux présidents « à part entière » n'ont dissimulé la fragilité des résultats obtenus et notamment l'ouverture de la fac vers les travailleurs, même si la présence des non-bacheliers — près de la moitié des 30 000 étudiants — est une réalité permanente en neuf ans d'exis-

tence (1). Ils ont aussi reconnu que, trop souvent, le conformisme ou le conservatisme des enseignants avaient repris le dessus : ce « retour de bâton » étant facilité à la fois par les tensions permanentes et les manques de moyens.

Pour se défendre, Vincennes prépare une campagne de presse et de signatures internationales. Il existe également un projet de livre-témoignages (2). Personne ne sait si l'inventeur de Vincennes, un certain Edgar Faure, acceptera d'apporter sa contribution...

Dans cette affaire, le personnel très menacé dans ses emplois — surtout les vacataires et les gens employés directement par l'Université — insiste sur le fabuleux gaspillage que représente le transfert de Vincennes. C'est même le point fort de son argumentation : « Vincennes doit rester à Vincennes » (3), alors que le Conseil, lui, est prêt à accepter une autre implantation pourvu qu'elle permette de réinstaller toute la fac et non pas seulement les éléments que le ministère « estime les plus sains ».



Une facture énorme

En sortant sur le campus, on n'ar-

rive pas à croire que les bulldozers pourraient rayer cette université qui s'étend sur huit hectares. Détruire Vincennes, c'est aussi faire « sauter » une grande crèche et une école maternelle ultra-modernes qui rendent d'énormes services aux étudiants et au personnel. Enfin, il faut expliquer que certains bâtiments ont été construits il y a quatre ans, et un autre aménagé il y a deux ans seulement !

Les calculs ont d'ailleurs été faits : pour refaire les mêmes locaux, il faut dépenser une centaine de millions. A cette facture énorme, il faudrait ajouter les 40 millions de la valeur de l'Institut universitaire de technologie de Saint-Denis qu'Alice veut faire raser pour y mettre Paris VIII : ce qui revient à faire tenir Vincennes sur deux hectares et demi ! Autres frais d'un transfert : la perte des aménagements audiovisuels, des ordinateurs, des installations du département musique. La plupart des matériels ne sont pas démontables ou ne supporteraient pas un déplacement.

Equilibre des forces

La Vincennophobie du ministre a pris de telles proportions qu'elle en a trop fait et que le pouvoir hésite. Surtout depuis qu'il a compris que les « Vincennois » sont disposés à se défendre. Disons que pour l'instant, il y a un semblant d'équilibre des forces en présence. Ce qui devrait inciter les enseignants de Vincennes à faire bloc pour défendre leur université, et le personnel à oublier momentanément ses divergences avec le bureau du Conseil. Il est d'ailleurs dommage que la C.F.D.T. ne se décide pas à se battre avec tous les autres.

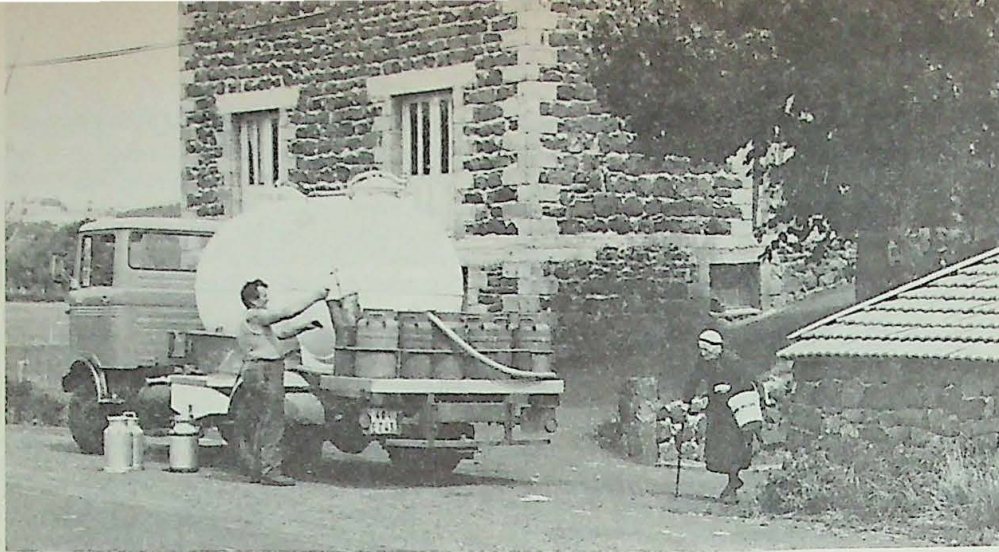
Alice n'est pas un obstacle que l'on fait reculer avec quelques mots. A sa grande colère, elle vient de recevoir des services de l'Équipement un rapport lui expliquant qu'il n'est pas possible de construire une université à la place de l'I.U.T. qu'elle veut faire raser avant la fin d'octobre. Il ne serait pas mauvais que l'union sur l'essentiel : c'est-à-dire le sauvetage intégral de tout ce qui fait Vincennes, soit sans faille. Reste à savoir, et cela se saura très vite, si la mobilisation des étudiants et des enseignants peut être à la hauteur de la situation. Dans le paysage morne de l'université, voilà qui serait de toute façon réconfortant.

C.-M. VADROT ■

(1) Le pourcentage des fils de travailleurs et employés est quand même supérieur à la moyenne nationale.

(2) On constate, malgré tout, moins d'empressement que si nous étions... disons en janvier 1978.

(3) La consultation de tout le personnel organisée par le Conseil de la semaine dernière donne 2/3 des voix en faveur du maintien sur place. L'unanimité s'est faite pour refuser Saint-Denis, Montreuil étant « le premier choix » des différentes hypothèses du Conseil.



Les décisions de Bruxelles :
pour en finir avec les petits producteurs.

Production laitière : Éliminer "les canards boîteux!"

Que sera le revenu des producteurs de lait en 1979? Il est pratiquement possible de répondre dès aujourd'hui à cette question. Au mieux il stagnera, vraisemblablement il régressera encore. Ainsi vient-il d'en être décidé en ce début d'automne à Bruxelles. Le prochain "marathon des prix agricoles" au printemps ne pourra qu'entériner cette décision.

Les technocrates européens redoutent à nouveau la montagne de beurre et la rivière de lait. Rendons-leur cette justice que leur prévision est sans doute, hélas, vraie. Dans toute la communauté la collecte augmente considérablement, de plus de 3 % à plus de 30 % selon les pays. Seule la France progresse très peu ; séquelle de la sécheresse de 1976. Les premières

LE « FRANC VERT »

Le « franc vert » n'existe pas. Ou plutôt si. Il s'agit d'une monnaie fictive qui sert à la conversion de l'unité de compte européenne (U.C.). Pour être plus précis disons qu'une U.C. vaut 6,22 francs français. Mais comme tous les prix européens sont calculés en U.C. on imagine facilement qu'à mesure que le « franc vert » perd de sa valeur il en faut davantage pour obtenir un même nombre d'U.C. ■

PRODUCTION LAITIÈRE EUROPÉENNE

Pays	Collecte en 1977	Collecte au 1 ^{er} semestre 1978	Fabrication de beurre 1 ^{er} semestre 1978
Allemagne	+ 3 %	+ 3 %	+ 3 %
France	+ 2,5 %	+ 0 %	- 3 %
Pays-Bas	+ 0,6 %	+ 7 %	+ 11 %
Belgique	+ 1,5 %	+ 4 %	+ 11 %
Royaume-Uni	+ 6 %	+ 6 %	+ 30 %
Irlande	+ 8 %	+ 15 %	+ 25 %
Danemark	+ 2 %	+ 2 %	+ 2 %

données de l'automne 1978 montrent que l'hexagone va maintenant lui aussi se mettre « à pisser le lait ».

Dans les pays à monnaies fortes (Allemagne, Belgique...) la production s'est développée (voir notre encadré). Grâce à un approvisionnement peu coûteux. L'achat sur le marché mondial de soja, de manioc (et d'énergie!)... reste avantageux, comparativement à nous. En Grande-Bretagne une forte dévaluation de « la monnaie verte » a permis des prix du lait rémunérateurs. Seule la France a cumulé tous les inconvénients : approvisionnements coûteux, prix peu rémunérateurs.

La politique des prix... écrasés

Fidèle à lui-même, Bruxelles applique le vieux principe : maintenir la production par des prix dissuasifs. Les experts ont même proposé en un premier temps de monter à 6-8 % la taxe de co-responsabilité... ce qui se serait traduit par une fantastique baisse du prix réellement payé aux producteurs! Cette solution a finalement été abandonnée, les ministres de l'Agriculture des neuf jugeant la mesure trop impopulaire.

En revanche l'idée de reconduite des prix 1978 en 1979 est désormais admise. Bien plus, les prix d'intervention vont être modulés. Rappelons

qu'il existe un prix d'intervention sur le beurre et un sur la poudre de lait. Ces prix servent de référence pour calculer le montant de l'aide aux laiteries. Sous prétexte de modulation, c'est d'un abandon de soutien dont il s'agit. Depuis plusieurs années, déjà les experts européens entendaient diminuer le coût budgétaire de l'aide aux marchés laitiers. Cela se traduira par une baisse des prix car les entreprises laitières répercuteront sur le producteur ce manque à gagner.

Faire pression sur les quantités par les prix est une politique douteuse et condamnable. Douteuse car l'expérience le montre : on n'est pas sûr du résultat. Le producteur laitier qui peut se tourner vers une autre production abandonne si on lamine sa marge. En revanche ceux, les plus nombreux, qui sont condamnés à « faire du lait » vont augmenter leur production pour tenter de se « refaire »!

Condamnable aussi car elle écrase des revenus déjà très faibles. Pire encore, elle accélère le processus de concentration. Qui disparaît en premier sinon les petits producteurs? Mais n'est-ce pas là qu'il faut chercher la vraie raison du choix politique fait à Bruxelles?

Ce n'est un secret pour personne, la logique du système veut la mort des producteurs marginaux, des « canards boîteux » comme on dit. Et ce n'est pas Raymond Barre qui dira le contraire.

Dévaluation du « franc vert » ?

Dès lors, les décisions européennes sont très cohérentes. En agissant sur les prix elles accélèrent l'exode rural et la concentration des troupeaux laitiers. Cependant, en France, les mesures trop sévères auraient des conséquences fâcheuses pour la logique même de ce système. Les producteurs « modernisés » et autres éleveurs de troupeaux laitiers moyens sont très endettés. Ils ont besoin malgré tout de dégager une certaine marge pour assurer la pérennité de leurs exploitations.

C'est sans doute pourquoi on peut s'attendre à ce qu'au printemps, après la fixation des prix, la France dévalue son « franc vert » (voir encadré). Les prix européens sont exprimés en unité de compte ; les « monnaies vertes » servent à convertir ces prix en monnaie nationale. Quand un pays dévalue sa monnaie verte, il réévalue par là-même les prix exprimés en monnaie nationale.

Il faut par ailleurs remarquer que, face à ces décisions, le « syndicalisme officiel » n'a pas beaucoup réagi. Entre deux portes, il admet qu'une dévaluation du franc vert apporterait une légère hausse des prix français. Ce qui leur suffirait.

Dominique RIVIERE ■

nucléaire

Une centrale nucléaire dans l'Isère

Dans le secret le plus absolu, la décision d'implantation à Saint-Alban-Maurice d'Exil vient d'être prise.

La vallée du Rhône est bien servie pour ce qui concerne l'application du programme électro-nucléaire français. Outre Creys-Malville, une centrale se construit à Saint-Paul-Trois-Châteaux, une autre à Cruas-Meysses (Ardèche), un centre d'enrichissement de l'uranium fonctionne à Pierrelatte (Drôme) et une usine de fabrication de combustibles est prévue à Romans (Drôme). Et puis, le 1^{er} octobre, le Journal officiel publiait le décret d'utilité publique de la centrale de Saint-Alban-Saint-Maurice-l'Exil.

Situé dans l'Isère à 17 km en aval de Vienne, à proximité du Rhône, le site choisi par E.D.F. et le gouvernement est susceptible de recevoir quatre tranches nucléaires de 900 MW et deux de 1 300 MW. Seule la construction des deux tranches de 1 300 MW est, en principe, actuellement envisagée et le démarrage des travaux est prévu pour 1979 : la mise en service des deux premières tranches aurait donc lieu vers 1984-1985.

Chacun des deux bâtiments abritant les réacteurs aura une hauteur de 72 m et les tours de réfrigération atteindront une hauteur de 100 m : autant dire qu'on les verra de loin... Les commissaires désignés pour l'enquête d'utilité publique, déposée le 15 avril 1976, avaient émis un avis favorable au projet, en souhaitant cependant « des études poussées et un effort d'imagination pour améliorer l'environnement de la centrale, car si son architecture n'est pas en cause, il n'en reste pas moins que les protections et les espaces neutralisés prévus donneront un aspect

d'environnement concentrationnaire particulièrement désagréable... Puisqu'on nous le dit, cela doit être vrai !

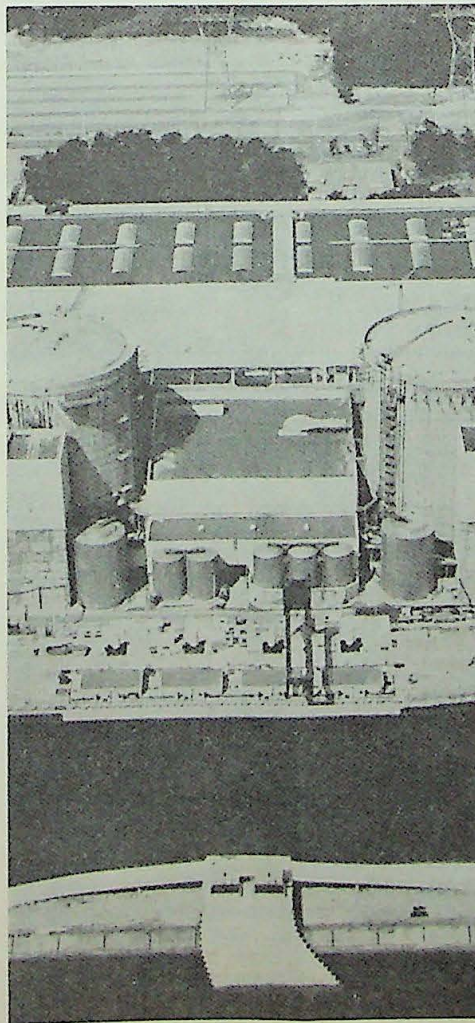
L'enquête préalable notait également qu'aucune précision sur la « protection civile » (en cas d'accident) n'avait été fournie par E.D.F.

Reste qu'à ce jour, la décision a bel et bien été prise contre l'avis des populations locales et dans le secret le plus absolu. Pourtant, les associations et les élus locaux ont tiré à plusieurs reprises le signal d'alarme. En 1977 avait eu lieu à Saint-Maurice-l'Exil une fête anti-nucléaire, avec montage audiovisuel sur Malville et débat sur la société nucléaire. Des incidents avaient également eu lieu lorsque des militants avaient tenté d'interdire l'accès du chantier de la centrale aux camions.

Discretion de la gauche officielle

Les habitants des communes proches du site avaient été consultés par référendum et notamment ceux des Roches-de-Condrieu (Rhône), la principale agglomération à proximité du site : ils avaient rejeté le projet par 489 contre et 69 pour sur 1 100 inscrits. Récemment, le conseil municipal a écrit au préfet de l'Isère pour s'inquiéter des

Eruption de centrales nucléaires : La France qu'ils nous préparent...



« rumeurs de modifications du programme » et de l'ignorance dans laquelle étaient maintenus les élus.

L'indifférence générale, il est vrai, a retardé considérablement la mobilisation. Mais l'annonce de la parution du décret d'utilité publique a fait l'effet d'une bombe. Malville n'a pas servi de leçon au pouvoir. Pourtant, devant les membres de la coordination écologiste réunis près de Lyon, Philippe Lebreton a annoncé la nouvelle sans plus d'étonnement que cela.

Quant à la gauche officielle, elle est pour le moins discrète. Le P.C. de l'Isère reste, comme pour Malville, favorable au projet, et le P.S. a toujours été contre l'organisation de référendums locaux, par exemple. Pourtant, Vienne dont le maire est M. Mer-maz, P.S., président du conseil général de l'Isère, n'est pas loin du site choisi et l'inquiétude a gagné la population locale. Le conseil général et le P.S., qui y est majoritaire, ira-t-il, comme pour Malville, jusqu'à demander la « suspension des travaux » pour complément d'information ? On pourra juger la la volonté nationale du P.S. de réagir contre les projets énergétiques du gouvernement.

Lourde tâche pour le Front autogestionnaire

Restent les militants écologistes et autogestionnaires. Les premiers, ceux du Comité Malville, ont organisé à Lyon une « semaine pour une alternative à la société nucléaire », avec notamment le 13 octobre, un débat sur le thème « Peut-on se passer du nucléaire ? », et samedi, une manifestation à Lyon.

Le Front autogestionnaire, quant à lui, a la lourde tâche de proposer des initiatives pour entamer la mobilisation contre la construction de la centrale, avec le soutien de la population concernée de trois départements (Isère, Rhône, Loire). Les travaux doivent commencer (officiellement) l'an prochain. La mobilisation doit donc forcer son rythme, car le pouvoir, lui, n'attend pas.

Une coordination entre différents groupes qui essayent de diffuser de l'information sur l'énergie nucléaire et sur d'autres sujets importants, commence à se mettre en place.

Les participants sont actuellement la C.F.D.T., le P.S., le G.S.I.E.N., l'U.F.C., le P.S.U., la C.S.C.V. et les Amis de la Terre ; des contacts sont en cours avec la F.F.S.P.N.

Deux représentants par groupe, toujours les mêmes, pour faciliter les réunions, sont désignés.

Ce groupe s'est donné comme tâche :

- rassemblement des informations et centralisation ;
- coordination des efforts pour la représentation dans les débats ;
- réponse aux questions des militants ;
- diffusion rapide des informations utiles ;
- lien avec les organisations étrangères.

Ainsi, ce groupe a pour uniques buts de faire circuler les informations et les propositions d'actions.

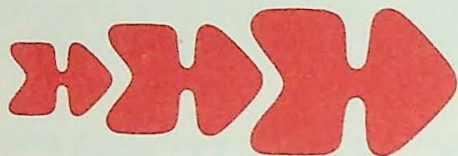
Si comme nous, vous pensez que cette coordination sera une aide, envoyez-lui vos informations, contactez-la.

Coordination Energie Développement, 14 bis rue de l'Arbalète, 75005 Paris, tel. 707-25-23.

Les élus municipaux de la ville de Chambéry viennent de manifester leur mécontentement à propos de la centrale de Creys-Malville. Récemment, une société italienne, spécialisée dans les problèmes de serrurerie, a sollicité auprès de la municipalité un « avis de passage » destiné à autoriser les gros camions à traverser la ville en vue d'approvisionner la centrale. Maurice Meunier, maire-adjoint P.S.U. chargé des travaux en a référé au conseil municipal. L'avis en question a été refusé. Les raisons ? Le projet de construction de la centrale de Creys-Malville — comme tous les projets d'ailleurs — n'a jamais été débattu à l'Assemblée nationale. Par ailleurs, la construction de la centrale se poursuit, fait valoir le conseil municipal, alors qu'elle a été l'objet d'un recours en annulation au conseil d'Etat de la part des conseillers généraux de l'Isère et de Savoie.

forum de l'autogestion

Information et autogestion Radios libres, locales, municipales



Poitiers : 18-19 novembre
CONVERGENCE
AUTOGESTIONNAIRE



AOthis, village champignon des environs de Roissy, une radio municipale a émis pour la première fois des locaux de la mairie. C'est dans et pour l'action que l'initiative a été prise par cette municipalité de gauche confrontée à une situation financière catastrophique. Pour la résoudre, le préfet voudrait augmenter les impôts de 22 % et liquider des projets d'équipements sociaux ; en somme faire supporter par les habitants — en majorité travailleurs à Roissy —, les charges d'une ville sans implantation industrielle. Les élus de gauche n'entendent pas capituler devant ces exigences ; il faut donc informer et mobiliser les habitants. Tel sera le rôle de la radio municipale, certes légitime, mais néanmoins pirate. Sa création sera décidée lors d'une assemblée générale de la population réunie par la municipalité pour trouver une solution aux problèmes insolubles de la gestion municipale. C'est donc l'affrontement. « Radio-Othis-Survie » émet tous les soirs des locaux municipaux ; au bout de cinq jours ceux-ci seront envahis par la police qui tentera — sans succès — de saisir l'émetteur.

L'exemple d'Othis est à tous égards symptomatique d'une situation, car six mois après le tournant des législatives, les radios libres, locales ou municipales s'imposent comme l'un des enjeux de la résistance populaire à la politique du pouvoir.

L'année qui a précédé les élections a été marquée par la multiplication des émissions pirates. A l'époque, les pouvoirs publics ont un peu laissé faire, créant même une radio pirate giscardienne à Montpellier. C'est que le libéralisme avancé ne devait rien négliger en période électorale qui puisse illustrer son esprit d'ouverture face à la gauche « étatique et collectiviste ». D'autant qu'une défaite électorale devait être envisagée. Or, face à un gouvernement de gauche, la possession par la droite de moyens d'information décentralisés et autonomes pouvait se révéler fort utile. L'élection à peine terminée, l'ambiguïté devait être levée et des mesures adoptées afin de briser toute velléité d'activité des radios libres. A Montpellier « radio fil bleu » se faisait oublier, tandis que partout l'heure était à la répression. Tel est aujourd'hui le problème majeur du mouvement des radios libres.

DES l'origine, celui-ci a été lancé par des militants du « courant critique », tandis que les partis de gauche, défenseurs de toujours du « monopole » ne cachaient pas leurs réticences. Mais la position, maintenant que l'autogestion est à la mode, s'avérait difficile à tenir. Déjà, lors de l'actualisation du Programme commun, l'idée d'une décentralisation « dans le cadre du service public de la radiodiffusion » avait été envisagée

Les 18 et 19 novembre (voir « TS » n° 795) se tiendra à Poitiers la convergence autogestionnaire, lieu ouvert d'un débat pour tous ceux qui s'interrogent aujourd'hui sur le sens d'une démarche autogestionnaire. Les thèmes de discussions seront nombreux. « Tribune socialiste » entame la publication d'une série de contributions sur des sujets précis qui seront abordés dans les différents carrefours.

pour en confier l'exploitation à des « collectivités territoriales ». Avec « radio monsieur le maire » la gauche esquissait un grand pas vers ce qu'elle entendait par autogestion. La pression des radios libres devait accélérer ce mouvement qui s'est traduit par la proposition de radios locales, formellement indépendantes, mais assurant de fait un monopole municipal en la matière. Un projet de loi du P.C., des propositions parallèles du P.S. cherchaient à donner une base juridique à ce projet de réforme. Parallèlement, des équipes techniques étaient mise en place, certaines commençaient même à émettre, une démarche entreprise auprès du ministre par le maire communiste de Montreuil devait par ailleurs permettre le lancement d'une radio locale dans le respect de la légalité. A toutes ces propositions le pouvoir a opposé un refus catégorique, se réservant l'usage et le contrôle des projets de décentralisation (radios régionales).

Aussi le mouvement des radios libres est-il aujourd'hui confronté à une double interrogation.

1) Quelle position adopter face à la position des partis de gauche ?

2) Comment contrer la répression gouvernementale et les projets qui la sous-tendent ?

Les deux questions ne sont évidemment pas indépendantes.

La proposition des partis de gauche soulève, de fait, une interrogation majeure quant à la signification et aux fondements de l'autogestion. Quelles structures de pouvoir donner aux services de la « gestion sociale » (information, enseignement, santé...) qui ne relèvent pas directement de l'autogestion dans une société pourtant « autogestionnaire » ? Quelle place et quelle fonction attribuer à l'innovation sociale dans le cadre de l'autogestion ?

LA réponse à ces questions situe précisément la démarche autogestionnaire, à la fois comme refus du libéralisme bourgeois aussi bien qu'en tant qu'alternative aux modèles les plus avancés de la décentralisation étatique (P.C., P.S., tous courants confondus).

L'institution de radios locales ou municipales peut, dans le cadre d'une décentralisation du « service public », ouvrir la voie à la mise en œuvre d'une véritable gestion sociale. Mais à condition que cette radio se transforme elle-même d'instrument d'information municipal en véritable véhicule du contrôle, et, au-delà, du pouvoir populaire. D'où la nécessité d'une conception de départ incluant déjà des éléments de contrôle populaire (par exemple, liaison avec les comités de quartier). D'où aussi la nécessaire évolution, avec la pratique, du caractère même de la « propriété » de cette radio locale vers des collectivités plus autogérables (quartiers, immeubles, entreprises).

Une telle perspective suppose évidemment que soit maintenue grande ouverte la voie de l'expérimentation sociale. Les débats contradictoires, la répartition équitable des temps d'antenne sur une radio municipale ne sauraient se substituer à la possibilité de création « en coopérative » d'une radio libre.

L'AUTOGESTION se nourrit aussi de la liberté garantie à ceux qui sont différents, minoritaires, et exclut donc l'idée de monopole, même municipal, en matière d'information. La remarque est d'ailleurs de portée plus générale. La propriété sociale (la socialisation) ne saurait se construire sans la convergence — et à terme la fusion —, d'un double mouvement : celui du secteur des nationalisations sous contrôle ouvrier et celui du secteur coopératif, municipal (régies), etc. De même, la gestion sociale de l'information ne saurait s'établir sans le développement des diverses formes de l'appropriation collective.

Or, dans l'immédiat, n'est-ce pas cette unité même qui permettrait de contrer la répression gouvernementale ? Les radios libres, si elles n'élargissent pas leur soutien tout en conservant leur indépendance, risquent aujourd'hui l'échec face à la détermination du pouvoir. Or, les radios municipales apparaissent aujourd'hui comme un allié potentiel qu'il serait péril d'ignorer et avec lequel le pouvoir pourrait avoir à compter en cas d'extension du mouvement.

Telles sont, entre autres, quelques-unes des questions que nous pourrions traiter à Poitiers à l'occasion du carrefour « Autogestion et information : radios libres, locales et municipales ».

Serge DEPAQUIT. ■

et pourtant elle tourne

Iran :

Le Shah intronisé

Merci M. Carter... et merci M. Teng-Hsiao Ping.

IL n'est pas question de reprendre à notre compte les positions politiques d'un chef religieux, qui n'hésite pas à en prendre souvent. Il n'en demeure pas moins vrai que l'Ayatollah Khomeiny, le chef spirituel des chiites iraniens est considéré comme le symbole de la résistance au shah et à la dynastie Pahlavi. De son exil irakien, l'ayatollah s'est fait depuis quinze ans le rassembleur des énergies pour crier haut et fort la condamnation des crimes et forfaits du shah. Mais il faut croire que pour l'Irak, pays « hôte » de l'exilé forcé, les intérêts d'Etat passent avant la solidarité avec les victimes de l'oppression. C'est pour cette raison — la sacrosainte raison d'Etat — que le turbulent vieillard avait été tout simplement prié d'aller crier ailleurs son indignation contre les atteintes portées aux droits des hommes de son pays. Raison d'Etat mais aussi peur de la contagion. Le fait est que l'exilé a dû changer d'exil. C'est donc de sa retraite de la banlieue parisienne que l'ayatollah lance un appel à une journée de deuil national pour le 16 octobre. En effet, à cette date cela fera 40 jours — délai rituel du deuil religieux — que le « Vendredi noir » du 8 septembre a eu lieu dans les conditions qu'on sait : l'armée avait délibérément tiré sur la foule, provoquant des centaines de morts. Le Front national, parti d'opposition bourgeoise a lui aussi appelé à une grève générale pour le même jour.

La soldatesque

Ainsi rien, ni la terreur, ni la répression féroce, ni l'instauration de la loi martiale dans 12 villes ne seront venues à bout d'une résistance populaire qui se manifeste pourtant dans le pays et dans tous les secteurs de la vie économique. Des manifestations anti-gouvernementales ont éclaté dans plus de 21 villes de Tabriz, Sura, Téhéran. Après les grèves dans les administrations publiques, dans les

hôpitaux, chez les postiers, il y a des arrêts de travail fréquents chez les cheminots. A Téhéran, les manifestations d'étudiants se succèdent sans désespérer malgré les morts et les blessés. A Chiraz, les ouvriers des industries électroniques qui dépendent du ministère de la Guerre, ont cessé le travail, rejoignant ainsi un mouvement contestataire et revendicatif qui paralyse de nombreuses industries. Incontestablement, une secousse sociale a fait trembler l'Iran et on n'a pas fini d'en tester tous les effets. Pour sûr, la base de soutien du régime va se rétrécir sans cesse. Les promesses purement formelles, faites pour s'attirer la faveur de certaines couches sociales, sont autant de veines tentatives. Le seul et véritable appui intérieur du régime reste l'armée qui se comporte en véritable soldatesque d'occupation. L'armée va jusqu'à occuper les salles de rédaction des grands journaux pour qu'une presse — déjà aux ordres ! — ne puisse laisser échapper quelques nouvelles qui puissent paraître subversives aux supports du shah.

C'en est fait des timides essais de libéralisation qu'avait voulu tenter le

régime dans ce domaine. Et les journalistes de se mettre au diapason du grondement revendicatif qui résonne dans tout le pays, pour dénoncer le rétablissement de cette censure quelque peu primaire. Une lame de fond vient des profondeurs du peuple iranien et le shah ne veut y voir qu'une « poignée d'agitateurs ». Ainsi le shah est obligé d'aller chercher à l'étranger des soutiens à son système impérial chancelant.

La guerre des positions

Qu'ils lui viennent de la métropole impérialiste, cela est pour ainsi dire dans l'ordre des choses. Carter a beau sermonner sur la défense des droits de l'homme, le rôle de l'administration américaine dans les sanglantes péripéties du « Vendredi noir » avait été déterminant. Un message transmis au shah affirmait que Washington « approuve et soutient le recours à la force pour rétablir l'ordre en Iran ». Dans une dernière conférence de presse, le président des U.S.A. va plus loin dans le soutien au sinistre iranien, liant dangereusement les intérêts impérialistes américains à un régime failli. « Le shah, déclare Carter, s'est employé avec vigueur à rétablir les principes démocratiques en Iran ». Par contre, ce qui peut paraître plus surprenant, c'est la caution émanant d'un pays qui se dit socialiste. Chine nouvelle voit dans la résistance iranienne « des manifestations soutenues par des forces étrangères et planifiées de l'étranger ». Pour les Chinois, la guerre contre « le social impérialisme russe » a sa logique qu'ils développent jusqu'au bout en justifiant l'instauration de la loi martiale par « les dangers que les droits individuels et sociaux des hommes citoyens encourraient ».

Touchante harmonie dans cette justification américano-chinoise d'un régime criminel, et opposition non moins conjointe aux luttes du peuple iranien. Reste posée la nécessité d'en finir avec un système certes déstabilisé mais qui ne s'accroche pas moins avec l'énergie du désespoir et des appuis extérieurs sérieux.

Pour le moment, c'est la guerre de position. Deux forces se testent en essayant de marquer des points sur l'autre. Si l'une dispose d'un système répressif sophistiqué, l'autre ne compte que sur sa masse et le courage de ceux qui offrent leur poitrine aux fusils des oppresseurs. La lutte contre le shah devra s'organiser. La révolte ne suffit pas. La confiance en un chef religieux prestigieux non plus.

La résistance chiite :
La foi ne suffit pas à soulever les montagnes.



les armes de la critique

Le génie de la parlotte

Violette, tout l'intéresse et à travers son bagou c'est toute une humanité qui défile, drôle, bête, chaleureuse, vacharde et décidément très accrochée à la vie.

• Marie Laborde, *Violette sur cour*, Paris, Ed. Libres Hallier, 224 pp., 35 F.

Le livre de Marie Laborde est un de ces bouquins pas prétentieux qu'on dévore en une soirée... parce qu'on ne se décide pas à le refermer pour se coucher. Il est à l'image de cette M^{me} Rousseau, Violette pour les intimes. Quand elle est lancée, rien ne peut l'arrêter. Il s'agit moins d'un torrent verbal que d'un ruisseau (béarnais) : il muse, multiplie les détours, se divise en d'innombrables bras qui finissent toujours par rejoindre le cours principal. Il charrie des bribes des 67 ans de la vie de Violette : elle tenait un kiosque à journaux, elle fait maintenant des gardes de nuit pour compléter sa petite retraite de femme seule (elle est divorcée) ; elle a subi la « subtotale » et les choses du sexe ne lui disent plus grand-chose, même si elles l'intéressent beaucoup chez autrui : « Je n'ai pas du tout envie de m'encombrer d'un homme. C'est du travail, il faut le servir et quand vient le soir, c'est des exigences, alors merci. » Elle est au régime parce qu'elle est un peu forte, mais elle ne peut résister aux bonbons, aux gâteaux et au kirsch. Elle vit dans un « une pièce » amoureusement aménagé, car elle a toujours aimé « les belles choses ». Ce douillet chez soi, c'est son port d'attache, mais c'est aussi un fantastique observatoire. Violette habite en effet une de ces vieilles courées de la rue Broca dont les promoteurs R.P.R. n'ont pas encore eu raison. Et, de sa fenêtre sur cour, elle voit et entend tout ce qui se passe. Oh, rien de dramatique comme chez Hitchcock : les petits malheurs de Mme Colas, la planteuse et trop crédule épicière que le démon de midi travaille ; les gémissements du chien de Georges, que des voisins compatissants kidnapperont pour le soustraire à la perversité de son maître ; les drames passionnels et brailards, les querelles d'ivrognes, les amours de tourtereaux un peu anar qui aiment bien Violette et qui la feront marraine du bébé à naître, « enfin évidemment pas à l'église parce que Lucile elle ne croit à rien du tout ni son ami non plus, mais marraine pour dire, quoi, symbolique comme dit Lucile, elle emploie toujours des mots, elle ».

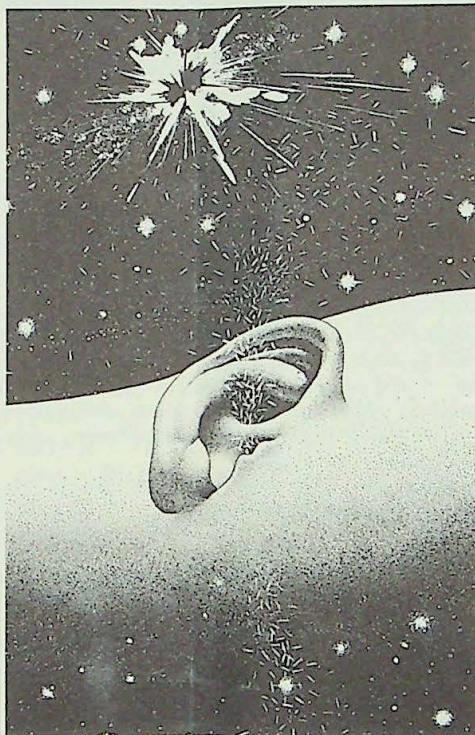
Tout l'intéresse Violette, et à travers sa parlotte, c'est toute une humanité qui défile, drôle, bête, chaleureuse, vacharde, et décidément accrochée à la vie. Elle a un de ces bagous Violette ! Un vrai moulin à paroles ! Elle bavarde comme une pie, mais elle ne bave pas. Elle a un cœur gros comme ça. Le regard qu'elle porte sur ses voisins est à la fois lucide, généreux et pudique. Si parfois elle ne résiste pas au plaisir de

faire un mot, jamais elle ne se laisse aller à phraser.

Marie Laborde a réussi un petit tour de force en s'effaçant totalement derrière Violette. Son livre n'est évidemment pas le produit de la copulation monstrueuse du micro et du stylo. Violette n'est pas une interviewée. Ce n'est pas non plus une savante observation de sociolinguistique. Il

s'agit d'un travail d'écriture qui donne vie à Violette par la seule force du verbe. Le livre ne nous fournit en effet aucune indication externe, puisqu'il n'est rien d'autre que le discours de Violette. D'ailleurs, tout le monde la connaît, Violette. Elle habite en face.

Jean-François HEROUARD. ■



Allez les verts !

Deux groupes musicaux niçois, Shylock et Pulsar, ont pris le parti de vivre dans la verdure, en province. C'est tellement mieux !

Je reviens d'une réunion de rédaction de la revue *Sexpol*. Avec un titre pareil je m'attendais à de longues et bouillantes partouzes. Eh bien non : ce sont des gens très sympathiques qui se disent « bonjour » en se faisant la bise... seulement la bise. Une ambiance chaleureuse qui montre bien que les collaborateurs de *Sexpol* ne se contentent pas de réfléchir devant une machine à écrire, mais essayent de vivre un tout petit peu autrement.

Sexpol 24 sur le thème « sexe et musique ». Voilà une entrée en matière bien

utile pour causer de trois disques à écouter d'urgence. Un long article de Gérard Ponthieu définit l'entreprise de ce 24^e *Sexpol*. Montrer comment la musique et la sexualité se confondent intimement. Et comment, avec la musique, on peut participer à ce changement social que nous appelons de tous nos vœux (1).

Ponthieu raconte que les plantes sont sensibles aux mélodies et qu'elles aiment bien le planant et le classique, mais dépérissent quand on leur passe du rock. Pas étonnant que les Rolling Stones aient mauvaise mine, et que Sid Vicious, ex-Sex Pistols, ait assassiné sa petite amie. La musique coll, donc, adoucit les mœurs. C'est l'occasion ou jamais d'écouter deux groupes français qui montent et qui font de bonnes choses en ce moment : *Shylock* et *Pulsar*.

Shylock est un groupe de jeunes Niçois qui aiment bien se balader dans les montagnes du Haut-Pays, visiter les petits bleds perdus et courir après les moutons. On les comprend : quand on a vécu dans l'asphyxie de Nice, entre le gangs, les milices privées et le SAC, on a envie de se mettre au vert.

Le premier 33 tours de *Shylock*, « Giarlorgues » (CBS 82189), est symphonique : il mêle allègrement Wagner et King Crimson, pour un produit final complètement original. On s'en rend compte, surtout, avec le second album « Ile de fièvre » (CBS 82862). On aimerait bien qu'un jour *Shylock* fabrique un disque sur les aventures de Jacques Médecin. Désengagé, *Shylock*, c'est vrai : mais les plantes aiment ça. Alors, hein ? (2).

Avec *Pulsar*, les bégonias reprennent des couleurs. Surtout si vous leur faites écouter « Halloween » (CBS 82477). *Pulsar* a une énergie à revendre. Il tourne sans arrêt, dans les moindres petites villes de province. C'est important, ça : au moment où les tournées musicales se meurent de gigantisme, où il faut de plus en plus de public et de matériel pour déplacer des groupes connus, *Pulsar* anime les hameaux (3). « Halloween » est un disque rétro et romantique. Il paraît qu'on revient aux sentiments, aujourd'hui, après l'idéologie glacée des Punks. *Pulsar* sera en première ligne. Poupées à l'ancienne, crinolines, grandes amours malheureuses, font de ce disque une drôle de chose. Symphonique aussi. Décidément, les petits jeunes qui font la musique aujourd'hui connaissent bien les classiques. Allez dire après qu'ils n'ont aucune culture !

Bernard BLANC ■

(1) *Sexpol* a besoin de mélomanes. Mais surtout de pognon. Remplissez votre trombone de billets de 10 balles et envoyez-le à *Sexpol*, 44, rue du Ruisseau, 75018 Paris.

(2) Essayez vous-même en organisant un concert de *Shylock* : contact Christian Gouttenoire, 23, rue de Lepante, 06000 Nice.

(3) Pour vos soirées d'hiver, écrivez à Xavier Dubuc, rue Félix-Faure, 69003 Lyon.



A la recherche du personnage populaire (3)

Une parole à faire naître

Pour Jean-Louis Hourdin, le rire qu'il veut susciter s'appelle le "rire-scandale".

• « Ça respire encore », par le Groupe régional d'action théâtrale. Lille, salle Roger-Salengro. Ce spectacle sera présenté ensuite à Gennevilliers, Strasbourg, Caen, Dijon et Lyon.

Le spectacle du Groupe régional d'action théâtrale « Ça respire encore », est présenté à Lille à l'invitation de Gildas Bourdet, directeur du Théâtre de la Salamandre. Centre dramatique du Nord, la Salamandre a d'abord vécu à Tourcoing, coupée à la fois du grand courant théâtral et des spectateurs lillois qui ne franchissent guère les quelques kilomètres qui les séparent de Tourcoing. Mieux vaut donc que ce soit la Salamandre qui les franchisse. Accueilli à présent à Lille, Gildas Bourdet espère développer dans la capitale économique et culturelle du Nord un discours continu. Ce discours ne peut être entendu que si vont de pair créations personnelles et coproductions avec d'autres troupes dont le sens et la qualité du travail vont dans le même sens que le sien. C'est ce qui lui a fait coproduire, en juin dernier, « La Sœur de Shakespeare » et aujourd'hui le spectacle du G.R.A.T. On ne saurait donner trop d'attention et de sympathie à un tel accord entre créateurs jeunes dont la préoccupation commune est la recherche d'une écriture théâtrale qui prenne en compte les problèmes d'aujourd'hui.

Il s'agit, en particulier, de retrouver les voies d'un comique populaire — ce qui n'est pas si simple. En effet, il n'y a pas de tradition française du personnage populaire. A l'inverse de ce qui s'est passé en Italie, où le paysan s'exprime dans un langage vrai dans le théâtre de Ruzante et les gens du petit peuple dans celui de Goldoni, les auteurs dramatiques français, conditionnés

par les impératifs de la classe dominante — et Molière lui-même — n'ont fait parler les plus basses classes de la société que pour les proposer à la dérision des couches évoluées. Aussi les meilleurs spectacles d'aujourd'hui qui tentent de faire remonter le personnage populaire sur la scène, comme Ariane Mnouchkine dans « 1789 », « 1793 » et « L'âge d'or », se sont-ils gardés d'une parole directe dont nous n'avons nulle part l'exemple. Plus simple est d'inventer un intermédiaire, d'admettre que des comédiens, baladins de tréteaux et autres, pour raconter certains événements du passé — la Révolution française —, ou de la vie actuelle — l'exploitation des travailleurs immigrés —, vont essayer de retrouver des silhouettes, d'inventer des voix. Mais fallait-il en rester là ?

L'enquête, la cueillette au magnétophone de paroles authentiques, offre une seconde possibilité ; il faut alors un sens et une pratique consommée du théâtre pour en tirer, comme le fait Michèle Foucher, des personnages qui se tiennent, ou, comme l'Aquarium, un spectacle construit avec rigueur. Reste

un troisième procédé : au moyen d'improvisations entre comédiens, imaginer le langage de ceux qui justement ne vont pas au théâtre, mais que les comédiens côtoient tous les jours, dans la rue ou aux abords de leur lieu de travail. Les risques, lorsqu'on leur prête une parole inventée, étant toujours la platitude et le cliché verbal.

« Ça respire encore » réunit ces gens ordinaires sur le trottoir gris qui longe un immeuble gris. Les deux seules ouvertures — une porte de maison et celle d'un garage — n'ouvrent sur rien. Ce que Jean-Louis Hourdin veut susciter en donnant à voir le personnage populaire dans les moments simples de sa vie, c'est ce qu'il appelle le « rire-scandale » du spectateur. Ainsi, dans l'un des sketches, un prolétaire et un bourgeois distingué vont manger côte à côte une pomme, et le prolétaire, saisi d'une mauvaise honte devant la façon directe dont il croque sa pomme, imite les belles manières de découper le fruit. Le spectateur rit un temps de sa gaucherie, mais son rire s'éteint vite devant ce que cette confrontation a d'absurde et de révoltant à la fois. Il ne s'agit donc pas seulement de donner à voir le personnage populaire, mais en même temps de faire surgir des interrogations, de traquer la bonne conscience du spectateur, de mettre en lumière la dépossession de soi et des choses dont ce personnage est présentement l'objet. Tour à tour, un couple modeste est victime d'un héritage fallacieux, un jeune travailleur ne parvient pas à trouver une diversion dans un bal qui lui devient inaccessible, un gamin ne réussit à intéresser ses parents ni à ses déconvenues, ni à ses petites joies... Ces images d'un monde tristement banal éveilleront-elles quelque révolte chez le spectateur ? Jean-Louis Hourdin le souhaite, mais en doute aussi, tant pèsent sur nos cerveaux les habitudes fabriquées par notre société. Il fallait cependant expliciter ce malaise.

Cette recherche du personnage populaire par des comédiens à la fois sûrs de leur métier et inquiets du sens de leur action est sans doute l'un des traits originaux, et sûrement très importants, du travail théâtral ici et maintenant.

Dominique NORES ■

notre menu

• Mama Béa Tekielski, ça vous dit sûrement quelque chose. Eh bien, elle nous propose un nouveau disque. Dans ses précédents albums, ce qui frappait essentiellement, c'était sa voix et l'on regrettrait souvent que la musique électrique soit un peu agressive. Dans « Pour un bébé robot », Mama Béa joue toujours de la guitare électrique, mais elle a su s'entourer d'un orchestre qui fait plus que l'accompagner. C'est donc nettement son disque le plus « musical ». (RCA. Isadora, PL, 37 203 - SE).

• La première fois que j'ai entendu chanter Chantal Grimm c'était dans une petite salle, dans une réunion « militante », et elle s'accompagnait seule à la guitare. Au moment d'applaudir, les hommes regardaient leurs voisines et souriaient bizarrement. Avec « Variations en femmes majeures », Chantal et le groupe Sybil (trois autres filles) vous proposent un cadeau extra à offrir à « Monsieur tout-le-monde ». C'est aussi un moyen « d'annoncer aux femmes le temps de prendre leur vie en main ». Chantal Grimm et le groupe Sybil : « Variations en femmes majeures ». Le Chant du Monde - LDX, 74 678, A.

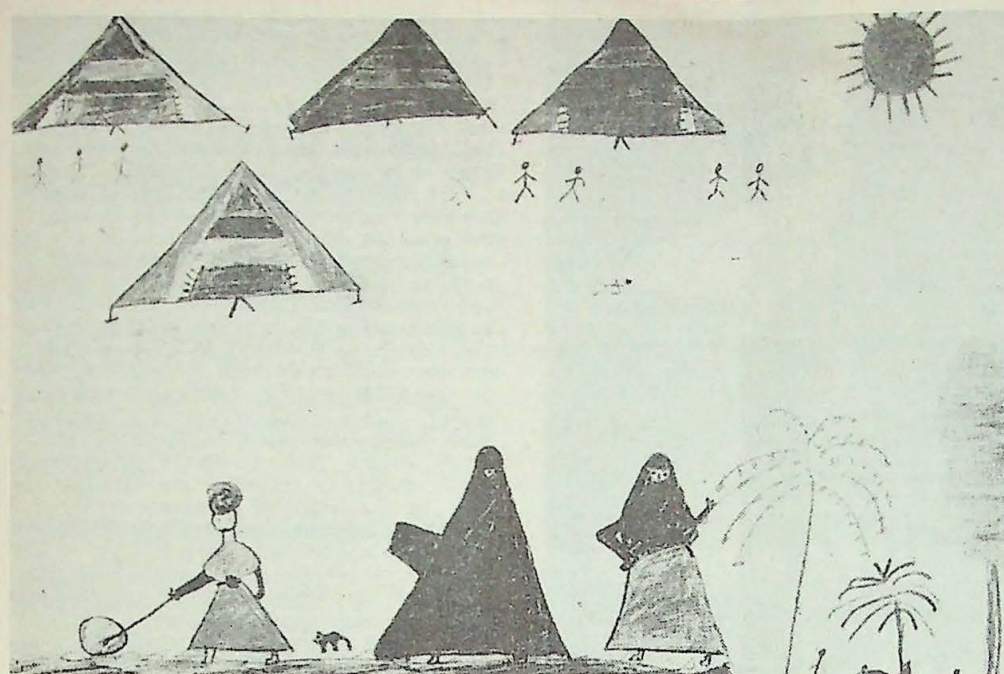
• « This Machine Kills Facists », c'est ce qu'on pouvait lire sur la guitare de Woody Guthrie. L'an dernier, la maison de la culture du Havre prenait l'initiative de créer un spectacle en hommage à Woody (deux concerts au Havre et deux à Paris). Aujourd'hui, un double album enregistré pendant ces concerts est édité et tout y est, du célèbre « Bound for glory » au « Curly headed baby ». « Hommage à Woody Guthrie », le Chant du Monde - LDX, 74 684/85.

Côté spectacles maintenant :

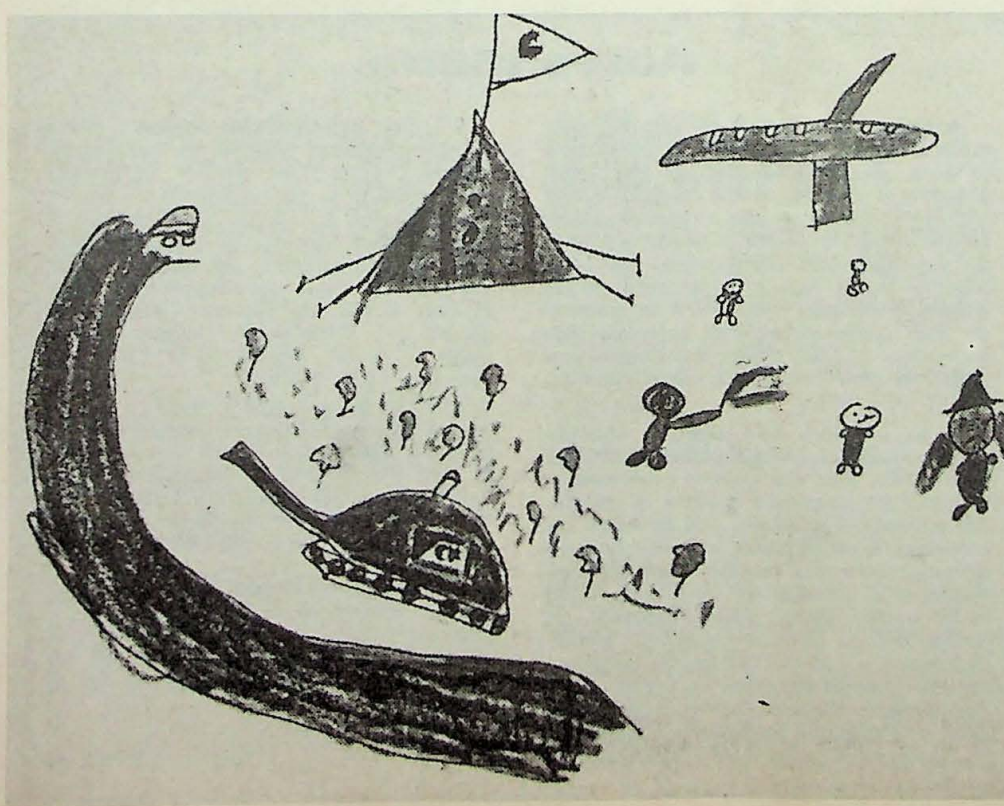
• Si vous aimez les pandore, luth, guiterne, oud, saz, vièle, violes, rebec, ou si vous êtes dingues de cromornes, flûtes à bec, tchek-tchek ou zarb iranien, allez voir les Ménestriers au Palais des Arts du 30 octobre au 4 novembre à 21 h, le 5 à 17 h.

• Enfin, Pierre Rigaud et son sax, Jean-Laurent Imianitoff et son violoncelle seront du 24 au 28 octobre à 23 h à la Mûrserie de Bananes. Dimanche 29, ils feront un bœuf de 18 à 22 h (ah la vache !).

Michel MARTIN ■



Sahara occidental : Les enfants de la guerre



● Djamila Olivesi, « Les enfants du Polisario », Paris, éd. des femmes, 1978, 60 F. Texte franco-arabe.

Ceux qui n'ont jamais connu la guerre de près ne le savent peut-être pas : la guerre ce n'est pas toujours triste. Choquant ? Non, il suffit pour s'en convaincre, d'aller voir sur place. C'est une femme, Djamila Olivesi, qui est allée dans les camps de réfugiés sahraouis voir comment, malgré la guerre, ou à cause d'elle — c'est tout un —, « vivaient » les enfants sahraouis. Surtout comment ils dessinaient. Car les enfants des camps installés non loin de Tindouf dessinent, vont à l'école, chantent et sourient aussi. Bien sûr, pas comme tous les enfants du monde. Ici tout part de la guerre, et tout y revient. Un cercle, parfait. Les yeux des tout petits ont vu dans l'air chaud, au-dessus des sables, les bombes au napalm ou la pluie de la mitraille ; et



dans les bras de leur mère parfois la forme étrange d'un fusil. Un fusil, d'ailleurs, ce n'est pas une arme, mais un instrument de liberté. « Depuis longtemps, explique les enfants eux-mêmes, nous, les enfants, nous faisons tout comme les grands, nous n'avons plus le cœur d'être inconsistants. »

Bien sûr, l'histoire que nous racontent ces dessins d'enfants est une épopée, c'est-à-dire un long poème où se mêlent et l'histoire et le mythe. Indistinctement. Les petits sahraouis ont de grands yeux épiques.

« J'ai été frappée de leur maîtrise du dessin et (...) de leur souci du moindre détail historique », écrit Djamila dans le très beau texte qui accompagne cette anthologie où la mémoire devient cette arabesque inquiète de couleurs et de formes.

Quand vous l'aurez acheté, n'oubliez pas de commencer par le commencement, c'est-à-dire par la fin. Les petits enfants sahraouis dessinent de droite à gauche.